

LA PRISE EN COMPTE DES FACTEURS CULTURELS DANS
LES PROGRAMMES DE DEVELOPPEMENT

DOCUMENT DE TRAVAIL

par

Henry PANHUYS, Edith SIZOO, Thierry VERHELST

1993

Section for the Cultural Dimension of Development
Section de la Dimension culturelle du développement

UNESCO, PARIS

CLT/DEC/CD/94/05

RAPPORTS ET ETUDES SUR LA DIMENSION
CULTURELLE DU DEVELOPPEMENT ET SUR
LES POLITIQUES CULTURELLES

REPORTS AND STUDIES ON THE CULTURAL
DIMENSION OF DEVELOPMENT AND CULTURAL
POLICIES

LA PRISE EN COMPTE DES FACTEURS CULTURELS DANS
LES PROGRAMMES DE DEVELOPPEMENT

DOCUMENT DE TRAVAIL

par

Henry PANHUYS, Edith SIZOO, Thierry VERHELST

1993

SECTION DE LA DIMENSION CULTURELLE DU DEVELOPPEMENT

SECTION FOR THE CULTURAL DIMENSION OF DEVELOPMENT

UNESCO, PARIS

CLT-94/WS.3

PLAN

<u>PRESENTATION</u>	pages
<u>PREMIERE PARTIE : TERRAINS ET APPROCHES DES ONG PROCHES DU RESEAU</u>	1
1. <u>Descriptif de six situations de référence :</u>	1
1. Brésil ISER, 1987-93 : Appui religieux à la lutte contre le SIDA	2
2. Inde, FEDINA/ICRA 1983-93 : Défense des minorités tribales opprimées	6
3. Sénégal, ENDA-GRAF 1975-93 : Appuis aux dynamiques urbaines et réseaux sociaux à Dakar-Yoff	11
4. Burkina-Faso, NAAM-six S/SOS-SAHEL-INTERNATIONAL, 1966-93 Organisations paysannes et auto-promotion rurale	16
5. Maroc, IRAMD/ONI, 1962-66 : Groupements paysans et vulgarisation-formation agricole	22
6. Ecosse, ALP/CES/SIACE, 1977-93 : Adult Learning Project à Edimbourg	30
2. <u>Méthodologies d'approche</u>	37
1. Logiques de situations	37
2. Douze constats d'approche commune	40
<u>DEUXIEME PARTIE : PRISE EN COMPTE DE CES APPROCHES PAR LES GRANDES AGENCES DE DEVELOPPEMENT (AD)</u>	54
1. <u>Caractéristiques des interventions des grandes AD</u>	54
2. <u>Orientations générales proposées aux grandes AD pour prendre en compte les facteurs culturels dans leurs interventions</u>	67
1. Matrice culturelle de repère	67
2. Orientations générales proposées aux AD	70
2.1. Position du Réseau Sud-Nord Cultures et Développement	70
2.2. Pour de nouvelles orientations des politiques et projets des grandes AD	71
3. <u>Manières de faire des cadres et agents des AD aux différents moments ou phases de la vie d'un projet</u>	87
<u>BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE</u>	103

PRESENTATION

1. Cadre et objet

Dans le cadre de la décennie mondiale du développement culturel et des travaux conduits par le groupe intersectoriel de l'UNESCO sur la dimension culturelle du développement, il a été demandé au RESEAU SUD-NORD CULTURES ET DEVELOPPEMENT de produire un rapport sur les modalités de prise en compte des facteurs culturels dans les stratégies et programmes d'intervention des grandes agences de développement (A.D.).

Selon les termes de référence, l'objet de ce rapport est double :

- 1° Montrer, sur la base de l'observation d'actions de développement mises en oeuvre par des ONG, en particulier liés au Réseau "Cultures et Développement", les méthodes et approches qui, par la prise en compte des facteurs culturels, permettront d'aboutir à des projets correspondant aux besoins et aspirations réels des populations et susceptibles d'améliorer leurs conditions de vie sans détruire ou dénaturer leurs modes de vie et systèmes de valeurs.
- 2° Tenter de dégager des propositions en vue d'introduire ces méthodes et approches dans les processus et mécanismes existants, appliqués par les organismes nationaux ou internationaux pour l'élaboration, la mise en oeuvre et l'évaluation de leurs stratégies, programmes ou plans de développement - le cas échéant sous forme de propositions de stratégies "alternatives".

2. Forme et contenu

Pour des raisons d'opérationalité, de temps et de budget, le rapport se présente sous la forme d'un dossier composé de volets multiples assortis de tableaux et schémas de synthèse.

Il comporte deux parties d'une cinquantaine de pages au total correspondant aux deux points de référence. La première décrit quelque six situations ou actions significatives (approche "situationniste" et "actionnaliste") pour en dégager ensuite des éléments communs de principe et méthode (approche principielle et méthodologique). La deuxième partie propose les conditions et modalités d'intégration de ces méthodes et approches dans les politiques d'intervention, c'est-à-dire dans les manières de faire, des grandes agences de développement, nationales et internationales.

Une série d'annexes de caractère utilitaire complètent le dossier.

3. Auteurs et ONG

La rédaction du rapport a été assurée par une équipe de trois experts particulièrement qualifiés du Réseau Cultures et Développement : M. Henry PANHUYS, socio-économiste, politologue, formateur et praticien du développement rural et urbain, en tant que consultant international et rédacteur principal; M. Thierry VERHELST, juriste, anthropologue, ancien responsable d'ONG, en tant que coordonnateur scientifique du Réseau et éditeur de la Revue trimestrielle du Réseau Cultures et Développement QUID PRO QUO; Mme Edith SIZOO, linguiste et consultante du développement qui assure avec lui la coordination internationale du Réseau et dirige sa banque de données (DPH).

Les ONG dont il est question dans le rapport sont toutes plus ou moins directement liées au Réseau Cultures et Développement. Toutes ont en commun de pratiquer une recherche-action-formation de caractère participatif, global et culturel. Toutes sont également organisées en réseau. Elles peuvent donc être considérées parmi d'autres, comme des partenaires potentiels de choix dans les stratégies à promouvoir.

4. Remerciements

Les auteurs du présent rapport tiennent à remercier les responsables de l'UNESCO, MM. ARFWEDSON, KOVACS et FABRIZIO pour l'appui compréhensif dont ils ont fait preuve à notre égard en organisant plusieurs séances de travail de caractère informel. Ils remercient également Mr. H. de REBOUL, Délégué de l'ENDA à Paris, Madame C. DELUBAC, Déléguée Générale de SOS-SAHEL INTERNATIONAL à Paris, ainsi que M. A. HULBERT, chargé de mission à l'EECCS (Commission Oecuménique Européenne pour Eglise et Société à Bruxelles) et fondateur du réseau Cultures et Développement en Ecosse, pour nous avoir accordé de longs temps d'entretien relatif à leur action et nous avoir fourni une précieuse documentation ad hoc.

PREMIERE PARTIE : TERRAINS ET APPROCHES

I. DESCRIPTIF DE SIX ACTIONS OU SITUATIONS DE REFERENCE

O. Choix de situations/actions significatives

Les six actions analysées ici sont significatives, sinon représentatives, de situations spécifiques en fonction de caractéristiques variées. Ainsi, elles se situent dans des aires géo-culturelles et sociales bien différenciées : afro-brésilienne, sud-indienne, soudano-sahélienne côtière et enclavée, arabo-berbéro-musulmane, celtique anglo-saxonne. Elles concernent des milieux éco-sociaux très typés : rural, agricole ou forestier, urbain populaire. Elles portent sur des objets variés : santé (SIDA), sédentarisation agricole, artisanat et économie populaire urbaine, auto-promotion villageoise, vulgarisation agricole, éducation de citoyens adultes. Elles impliquent des acteurs sociaux et institutionnels multiples. Sous des formes et à des degrés variables, toutes conjuguent les aspects recherche, action, formation, organisation, communication, toutes se déclinent sur un mode participatif et décentralisé très prononcé, ce qui constitue en soi un dénominateur commun fondamental au plan méthodologique.

Il est clair cependant que pour être véritablement comparative et représentative, l'approche aurait dû définir plus précisément les critères de choix et les caractéristiques des situations analysées, en multiplier le nombre. De plus, loin d'être exhaustive, l'analyse de chaque situation s'est limitée à certains aspects contextuels, factuels, organisationnels, méthodologiques et/ou instrumentaux jugés utiles à la compréhension et à la démonstration. Sous ces réserves, le travail effectué paraît néanmoins présenter les garanties suffisantes de fiabilité et d'opérationalité.

1. Brésil, ISER, 87-93 : Appui religieux contre le SIDA
(Projet ARCA en portugais)

a) Cadre et genèse

Cette action a pris corps lors d'une rencontre nationale organisée en 1987 par l'ISER (Instituto de Estudos da Religiao, ONG brésilienne sise à RIO et dont le Secrétaire Général était le Président du Réseau Sud-Nord Cultures et Développement), rencontre réunissant les représentants d'ONG et d'Eglises. Il s'agissait bien évidemment d'étudier avec elles les moyens de lutte et d'appui contre un mal sévissant de façon massive et dramatique au Brésil, en particulier parmi les populations urbaines d'origine africaine. Conduite par une équipe de 5 personnes (dont 2 à temps plein et 3 à temps partiel), l'action s'est limitée dans un premier temps à des visites dans les hôpitaux et centres de consultation externe ainsi qu'à la fourniture d'aide matérielle aux patients séropositifs, notamment à ceux habitant les quartiers populaires de Rio de Janeiro. Cette première expérience permit de prendre conscience des difficultés liées non seulement à la connaissance que les Eglises et les patients avaient de la maladie, mais aussi et surtout à l'attitude que les Eglises manifestaient à l'égard de ce nouveau phénomène en tant que tel. De plus, elle a permis une meilleure appréhension de l'importance à accorder à l'assistance matérielle et spirituelle aux malades et à leur famille. Assistance d'ailleurs largement assurée par les services existants tant publics que privés, les prêtres habilités des hôpitaux et les missionnaires médicaux.

b) Activités du Projet

En août 1988, l'ISER, qui parrainait l'enquête latino-américaine des Eglises sur le problème du Sida, encouragea la formation de groupes d'appui au sein même

des Eglises et de réseaux d'échanges d'expériences. Initiative matérialisée par une publication intitulée : "Nous sommes tous mortels". En 1989, des rencontres régionales sur le Sida se sont tenues un peu partout dans le pays : elles enregistrent un degré de participation et dénotent une profondeur de réflexion dépassant toute attente. Elles débouchent sur une rencontre nationale axée sur l'engagement pastoral contre le Sida à laquelle participent une centaine de religieux et de laïcs de toutes confessions : pasteurs protestants, prêtres catholiques, prêtres, prêtresses et guérisseurs des cultes candomblé, lais.

Parallèlement, l'ISER prend l'initiative d'une rencontre sur le thème plus spécifique du Sida et des cultes afro-brésiliens. En effet, ceux-ci valorisent très fortement le sang, le sperme, la salive, lesquels sont fréquemment utilisés dans les pratiques rituelles, avec tous les risques de transmission du virus que cela comporte. Il importe donc de bien connaître de l'intérieur les systèmes de représentation, de croyances, de pratiques liés à ces cultes et d'oeuvrer en étroite collaboration avec ceux qui sont le plus à même de les réinterpréter, et de les faire évoluer sans les dénaturer dans le sens d'une prévention contre le Sida. A cet égard, les prêtresses et prêtres candomblé ont suggéré d'établir un lien entre le virus et la mort qui, elle, est honnie dans la cosmogonie et les rites afro-brésiliens. On parvint ainsi à aborder la prévention avec le regard et les attitudes qui convenaient.

C'est dans ce cadre qu'un matériel d'information adapté a été produit et distribué par les prêtres et prêtresses candomblé eux-mêmes, garantissant ainsi une large et prégnante diffusion au sein des populations concernées.

c) Rôles et apports de l'ISER à travers l'ARCA

L'ISER joue plusieurs rôles au Brésil. Il a une position importante dans la lutte contre le Sida en liaison avec les différentes traditions religieuses, reconnaissant que chacune d'elles, perçoit, connote et aborde le problème de façon particulière, ce qui implique des approches spécifiques. L'ISER s'est donc focalisé sur deux points majeurs : l'approche du phénomène du point de vue des divers arrière-plans religieux, principalement catholiques, protestants, candomblé; l'appui à ceux qui souffrent de la maladie et à leur famille.

Par ailleurs, l'ISER a contribué à la création d'un réseau brésilien de solidarité, essentiel pour le travail des groupes et acteurs intéressés. De même, le projet ARCA participe à l'organisation de la rencontre nationale annuelle sur le Sida. Ensuite, l'ISER a une grande expérience de la fabrication de matériel didactique adapté qu'il produit dans ses propres services : vidéo, documents, banque de données, publications. Outre l'intérêt particulier qu'il porte aux cultes afro-brésiliens, l'ISER concentre aussi son action de recherche et d'information pour la prévention du sida sur les enfants et les femmes en tant que groupes-cibles. La collaboration des organisations de femmes, des écoles et des églises est à cet effet recherchée sur la base d'une enquête portant sur la fréquence du sida parmi les enfants.

Parallèlement à l'ARCA, l'ISER conduit également une action d'information préventive contre les maladies sexuellement transmissibles et le sida parmi le monde des prostituées et des homosexuels (projet PREVINA), ceci en liaison avec les milieux et organismes médicaux directement concernés par le problème (hôpitaux, centres de recherche, etc ..). Dans ce cas comme dans l'autre, l'approche caractéristique de l'ISER est de type

dialogique et participatif. Refusant toute attitude stigmatisante, ségrégative ou irresponsable, il incite les intéressés non encore atteints à se prémunir contre les risques, les porteurs malades à recouvrer l'estime d'eux-mêmes, bref à considérer le mal avec réalisme à partir de leur propre situation, de leur propre perception, de leur propre langage. Dans ce but, il fournit à ceux qui travaillent avec eux information et formation adéquates de même qu'il suscite la mise en place de formes d'organisation adaptées.

d) Résultats pratiques 1990

A titre indicatif, le bilan des résultats 1990 pouvait être établi comme suit :

- programme de formation, visites et conseils pour les agents dans le travail pastoral de soins aux malades du sida, à raison de 20 pers./mois,
- formation-information sur le Sida aux prêtres et prêtresses candomblé,
- thérapie de groupe et pratiques psychosomatiques avec des séropositifs et des malades (1 x par semaine),
- visites-conseils aux malades, exclusivement à leur demande (environ 13 par mois),
- recherche-action orientée sur la sexualité, le sida, les femmes démarrant sur une compilation bibliographique et visant à produire un matériel didactique et de formation adéquat,
- publications : livres, articles, affiches, vidéos, manuel sur le sida et les traditions afro-brésiliennes,
- participation à des conférences nationales et internationales,
- groupes sociaux touchés par ordre d'importance : travailleurs pastoraux (Eglises, candomblé), grand public (groupes de solidarités dans et hors églises), patients séro-positifs et malades et leur famille, niveau international.

2. Inde, FEDINA/ICRA, 1983-93 : Défense des minorités opprimées

a) Cadre géo-historico-social

FEDINA, un ONG de travailleurs sociaux agissant dans le champ de la conscientisation et de l'organisation des "dalits", les "opprimés", conduit depuis plus de cinq ans une action globale de défense et de promotion des populations tribales dans plusieurs états du sud de l'Inde. En particulier dans la zone de H.D. Kote Taluk, située dans le district du Mysore, Etat de Karnataka, à quelques cinq heures de bus de Bangalore. Sur une population évaluée à 2 millions d'individus, les populations tribales ne représentent que 10% environ du total, soit 200.000 personnes, contre 90% intégrés au système de castes. Vivant en forêt, ces populations tribales, sont les descendants des Kurubas ou Pallavas, l'ancienne élite dirigeante du Sud de l'Inde jusqu'au 7e ou 8e siècle de notre ère, eux-mêmes divisés en deux groupes distincts : les Jenu Kurubas, chasseurs-cueilleurs-collecteurs de miel, les Kadu Kurubas pratiquant une agriculture itinérante sur brûlis. A la différence des Indiens de religion musulmane qui forment une vaste minorité composante de la société globale et pour cela qualifiable de "minorité sociétale", les populations tribales forestières constituent des "minorités civilisationnelles". Celles-ci représentent une population de 50 millions d'aborigènes en Inde. Ils se distinguent de la société dominante par les modes de vie, la religion (animisme ou version très particulière de certains aspects de l'hindouisme), les coutumes, les origines. Ils sont hors société comme les "harijans" sont hors castes, donc sujets à toutes les oppressions !

b) La déforestation et les Kurubas

Dans les années 50, la plupart des Kurubas ont été refoulés de leur habitat naturel en raison des opérations de développement dévastatrices de la forêt : construction de barrages, mise en eau des bassins de retenue, aménagements hydro-agricoles, exploitation forestière, etc ... Une première fois lésés du fait de leur expulsion, ils le furent une deuxième fois, les mesures foncières, économiques et sociales prévues en leur faveur par le Gouvernement n'ayant pu être appliquées. L'arrachement à la terre ancestrale, habitacle des divinités protectrices, la brutalité du changement et l'inefficacité bureaucratique ne les rendant guère aptes à passer de l'état d'agriculteur-cueilleur itinérant de forêt à celui d'agriculteur sédentaire. Soumis au bon vouloir des propriétaires fonciers et des usuriers, subissant le harcèlement permanent de ces mêmes possédants, des agents des eaux et forêts, de la police, forcés de vendre à prix dérisoire un lopin de terre dont l'acquisition récente à titre de propriété individuelle était difficilement compréhensible, conduits à un véritable travail forcé pour certains, au salariat journalier pour d'autres, délaissés par une bureaucratie léthargique et irresponsable, les membres des colonies tribales "déforestées", connaissent une situation insupportable, proche du génocide culturel sinon physique.

c) Actions de réhabilitation

Avec l'aide de FEDINA, les populations tribales ont mis sur pied une union couvrant plus de 100 colonies. Cette union constitue une force avec laquelle il faut désormais compter. A telle enseigne que les pratiques de harcèlement dénoncées ci-avant ont été considérablement

réduites. Des terres cultivables en commun ont été distribuées aux intéressés, des aménagements réalisés, des puits d'eau potable forcés, des équipements installés, du bétail fourni; des écoles construites pour promouvoir l'alphabétisation de même que des écoles gardiennes fonctionnent avec l'appui d'une association féminine combative. Bref on a réalisé un projet intégré de transfert et d'installation d'une population venant du milieu forestier, en milieu agricole.

Pour faciliter la reconversion tout en préservant leur culture, des programmes ad hoc ont été régulièrement organisés. Programmes privilégiant les modes d'expression les plus vivaces : théâtre de plein air, spectacles de marionnettes, chants et danses folkloriques. Les thèmes sélectionnés étant liés aux préoccupations majeures des populations : problèmes fonciers, travail forcé, vie tribale collective.

d) Réflexions et actions d'ensemble sur la culture
Kuruba contemporaine

Les bouleversements récents de la société Kuruba, ont des implications et des conséquences plus ou moins irréversibles au plan de leur culture et de leur civilisation matérielle.

Ainsi les connaissances et savoir-faire liés à un mode d'existence et d'exploitation en symbiose étroite avec la nature, sont en train de se perdre. Il y a donc lieu de mémoriser, préserver ou revitaliser ce qui peut encore l'être. Des actions en ce sens sont menées pour revivifier les mythes et croyances, conserver, voire réutiliser de façon utile et productive, les savoirs "traditionnels" relatifs aux arbres, aux oiseaux, aux plantes, aux technologies.

On favorise par exemple la fabrication de paniers et de nattes avec les fibres végétales, on développe la

médecine tribale et la pharmacopée à base d'herbes et de plantes médicinales.

Par ailleurs, les populations tribales subissent inévitablement l'influence des cultures dominantes, hindoues et occidentales surtout, dont les valeurs pénètrent leur système de significations et de représentations. L'irruption de l'individualisme et de l'esprit du capitalisme dans leur culture provoque une érosion des valeurs et attitudes de solidarité. L'introduction par l'Etat aménageur, de cartes d'achat à prix subsidiés, par ménage, de produits de consommation courante, est à cet égard dangereusement perverse.

Il ne peut cependant y avoir de retour romantique à un passé révolu. Force est donc de faire oeuvre novatrice en tâtonnant, par la voie des essais et erreurs. Le Gowri, festival annuel qui permet de réactualiser la cohésion sociale du groupe et de renouer avec les forces du sacré, est maintenant célébré par l'Union elle-même. Des formes d'agriculture collective s'instaurent. Les cours de justice traditionnelles sont rénovées afin d'assurer un règlement adapté des conflits et litiges aux réalités quotidiennes. La collecte du miel est reconvertie en activité productive avec la promotion de l'apiculture et l'introduction de ruches.

e) Formation des travailleurs sociaux

En tant qu'animateurs extérieurs aux communautés tribales, les travailleurs sociaux de FEDINA ont un rôle catalyseur à jouer dans le processus de transformation. Leur formation est donc essentielle. A cet effet, l'ICRA (Institute for Cultural Research and Action), qui fait partie avec FEDINA de la nébuleuse d'ONG créés par SIDDHARTA (Coordinateur en Asie de Réseau Sud-Nord Cultures et Développement), organise à leur intention des

séminaires de formation d'une durée de trois mois, comportant trois volets :

- 1° contenu théorique : exposé de la pensée de grands théoriciens de l'action comme Marx, Paulo Freire, Mahatma Gandhi, le Dr. Ambedkar, etc ...;
- 2° enrichissement personnel : séances pratiques de dynamique de groupe, de méditation (yoga), de célébration religieuse au sein des différentes traditions;
- 3° formation active à la relation pédagogique autour de deux axes majeurs : communication, organisation.

La finalité de ces séminaires est de parfaire l'auto-réalisation des participants et leur capacité d'écoute et de respect de l'altérité culturelle et religieuse par la connaissance de soi en profondeur. L'accent est mis, non sur les apports techniques - malheureusement très insuffisants - mais sur la compréhension de la religiosité (cosmologie, mythes, rites) et de la culture de groupes très différents et réputés "inférieurs" dans la société environnante. La valorisation de l'intuition, de l'empathie, de la transformation personnelle font explicitement partie de ce programme. Les thèmes et mots-clés d'élucidation sont : émotion, croissance personnelle, clarification des concepts, précision de l'entendement.

La philosophie d'ICRA tourne autour de l'idée centrale que le ré-enracinement spirituel est la condition du discernement et de tout engagement social.

3. Sénégal, ENDA-GRAF 1975-93 : Dynamiques urbaines et réseaux sociaux à Dakar-Yoff

a) Un quartier populaire

Grand-Yoff est un quartier périphérique de la capitale sénégalaise. Non ou mal viabilisé, mais avec habitat en dur, c'est un quartier populaire d'une grande vitalité. D'origine lébou mais à composante multi-ethnique, sa population aux trois quarts musulmane, dépasse les 100.000 habitants. Population jeune dans l'ensemble, à 70% analphabète, connaissant une vie ouvrière, avec ses migrations pendulaires quotidiennes, une économie informelle très active avec ses petits métiers, ses emplois précaires ou l'inemploi pour beaucoup.

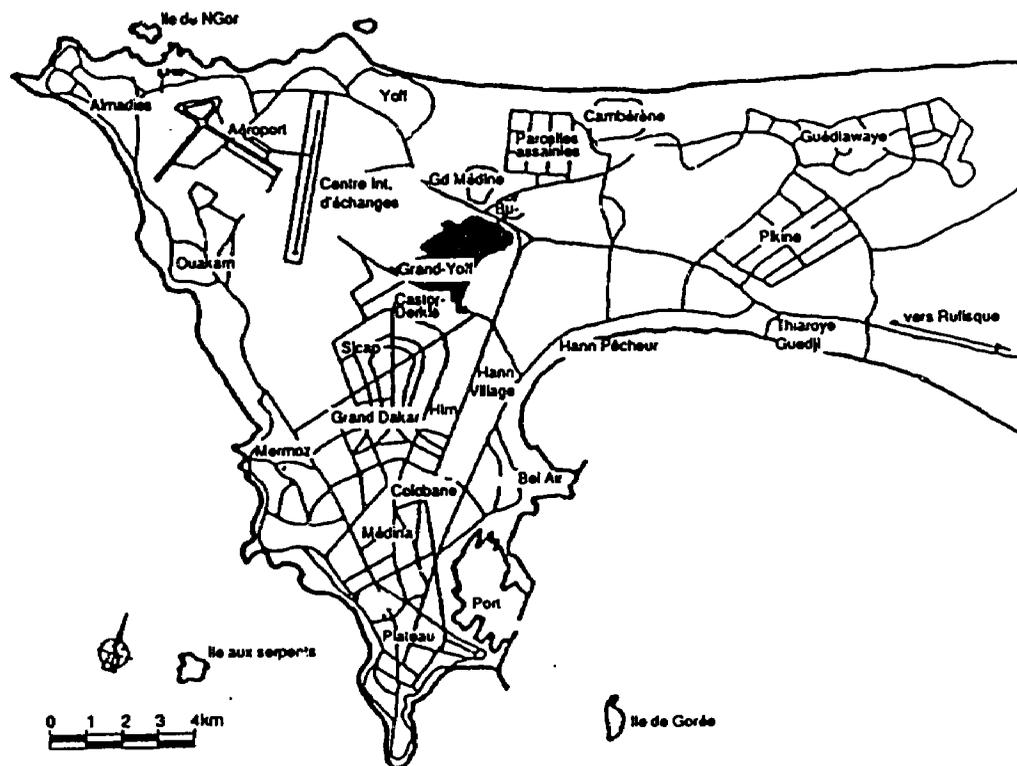
b) Une action sociale globale

C'est dans ce quartier somme toute représentatif de bien des cités africaines que se poursuit une expérimentation sociale en vraie grandeur parmi les plus suivies et novatrices qui soient en milieu urbain africain.

Expérience conduite par une ONG proche de l'ENDA (Environment Development Association), une ONG de caractère international couvrant toute l'Afrique et quelques autres pays du monde. Il s'agit de l'équipe animée depuis une quinzaine d'années par Emmanuel N'DIONE, un fils du pays, d'abord sous le nom de CHODAK (Chômeurs-Dakar), puis d'ENDA-GRAF (Groupe de Recherche-Action-Formation).

L'expérience a pris forme à partir d'une enquête - participation organisée par Olivier Laurent, curé de la paroisse du quartier. Enquête qui a permis de démarrer

Grand-Yoff dans l'agglomération dakaroise



plusieurs actions de développement participatif en réponse aux besoins des populations pour les aider à mieux s'organiser face aux situations difficiles qu'elles rencontraient. Parmi ces actions, on citera : la construction de 1000 puisards destinés à recueillir les eaux usées et assainir le quartier en participation avec le comité santé du quartier; le lancement d'ateliers de production artisanale pour les menuisiers et forgerons; la constitution de groupements maraîchers, de groupements de femmes menant des activités de commercialisation et de production, organisant des caisses d'épargne et de crédit pour le financement de leurs opérations (et de leurs dépenses sociales), la promotion de la santé maternelle et infantile et de programmes de prévention, de campagnes de vaccination, de planning familial, etc ...

c) Facteurs et acteurs d'une approche novatrice

Les premières actions d'ENDA-GRAF s'appuyaient en fait sur des groupements relativement artificiels, c'est-à-dire sur des groupes supposés homogènes, davantage définis par l'intervenant en fonction de catégorisations sociales apparemment évidentes (les femmes, les jeunes, les chômeurs, etc ...), mais sans prendre en compte les véritables réseaux sociaux auxquels leurs membres appartiennent. Réseaux socio-familiaux, néo-claniques, confrériques, notabilaires ou autres de caractère souvent hétérogène, fragmentaire, hiérarchisé, avec leurs têtes de file, leurs intérêts matériels et/ou symboliques.

Progressivement, il est apparu que l'approche développementaliste la plus généreuse et humaniste, était inappropriée. La sublimation des petits, la magnification du communautaire, l'égalitarisme utopique, la réticence à l'égard des fonctionnaires, des notables, des hommes d'affaire, des policiers, auxquels les qualificatifs les plus péjoratifs sont attribués, expriment des positions irréalistes.

La décentralisation des opérations de vaccination dans les sous-quartiers de Grand-Yoff n'a été possible que grâce à la guérilla administrative conduite avec les personnels des services techniques compétents de l'Etat (service des grandes endémies, postes de santé) et à une stratégie du coup par coup. Tous les personnages-clés des réseaux sociaux concernés ont été motivés. Opération spectaculaire qui a démontré la relative inadéquation du procédurier bien connu des projets de développement se déroulant selon une diachronie immuable : étude préalable du milieu, sensibilisation de la population, formation et organisation, réalisation, évaluation (externe, à mi-parcours ou ex-post). A contrario, tous ces aspects peuvent se définir à tous moments de façon sporadique, circonstancielle. Chaque situation appelle réflexion, dialogue, négociation, décision, action, réaction ou pro-action, avec correctifs. C'est ce processus itératif, épousant les méandres du vécu qui est formateur pour l'animateur comme pour l'animé, pour le "développeur" comme pour le "développé". Le jeu se poursuit sans être comprimé dans des étapes et selon des échéanciers fixés à priori.

L'intérêt exemplaire des réalisations de l'équipe ENDA-GRAF tient à la mise à jour de concepts-clés et à une approche originale de la réalité sociale et du développement à la base. Elle prend en compte d'une part, la présence de réseaux et hiérarchies sociaux réels existants, d'autre part, leurs intérêts matériels et symboliques. Ceci sans renforcer excessivement la position des privilégiés (notables, aînés, intellectuels, riches, etc ...) ou abandonner les objectifs permanents de promotion des plus démunis.

D'un côté, la notion d'intérêt prime ou se distingue de celle de besoin. Ainsi, les résidents avaient besoin

de puisards, mais seuls les propriétaires avaient intérêt à les construire, alors que les locataires étaient réticents, voire opposés, sachant qu'ils pouvaient être délogés, et que la disposition de puisards ne renforcerait en rien leur position économique et sociale. Bref, le concept souvent un peu incantatoire de besoin à satisfaire a été complété, voire supplanté, par une pédagogie de l'intérêt, beaucoup plus opératoire.

De l'autre côté, il s'avère que les individus, la société, l'Administration, l'Etat lui-même, s'organisent, fonctionnent dans le cadre de réseaux et terroirs écosociaux, hiérarchisés, néolignagers, néo-claniques ou clientélistes, liés à des personnalités plus ou moins influentes de rattachement. Chacun cherchant à travers toute action de développement, technique ou autre, à conforter sa position sociale, son pouvoir, à obtenir un gain au moins symbolique, fût-il limité pour le chercheur ou l'intervenant à une simple satisfaction intellectuelle ou morale. Ce fut le cas pour les agents des services de santé qui après bien des difficultés et déceptions dans l'opération vaccination, bénéficièrent d'une reconnaissance de facto due au succès final de la campagne.

L'ensemble des actions conduites par ENDA-GRAF à Grand-Yoff et des enseignements précieux auxquels elles aboutissent au plan méthodologique ont été consignés dans deux ouvrages successifs "Dynamique urbaine d'une société en grappes; un cas, Dakar" (Edit. ENDA, Dakar 1987) et "Le don et le recours. Ressorts de l'économie urbaine" (Edit. ENDA, Dakar, 1992) dont il sera tenu grand compte dans la suite de ce rapport.

4. Burkina-Faso, NAAM-SIX S/SOS-SAHEL-INTERNATIONAL, 1966-93:
Organisations paysannes et auto-promotion rurale

a) Cadre de l'action

En 1987, dans un village du Burkina-Faso au Yatenga qui, en langue mooré, veut dire la terre de Ya, le grand ancêtre. Après des mois, sinon des années de palabres, de contacts, d'études, de conflits d'intérêts aussi. les villageois décident de construire ensemble un barrage de quelque 2 millions de m³. Avant de donner le premier coup de pioche, de commun accord, les responsables des groupements Naam à l'origine du projet et le prêtre du sol effectuent les rites essentiels pour demander aux esprits, génies et mânes de bien vouloir libérer les lieux en faveur des hommes, femmes et jeunes regroupés afin de réaliser cet aménagement hydro-agricole vital pour tous.

b) Qu'est-ce que le Naam ?

Le Kombi-Naam est la seule forme d'association "traditionnelle" de type égalitaire en pays mossi. Il constitue un lieu d'apprentissage de la vie et du travail en commun pour les jeunes ruraux âgés en moyenne de 20 à 30 ans (Naam masculins) ou de 13 à 20 ans (Naam féminins). Chacun peut y adhérer librement et accéder aux fonctions de responsable sans privilège de sexe, naissance ou fortune. Les titres et les fonctions sont cependant ceux de la Cour du Roi mossi. Le jeune voit ainsi sa responsabilité investie de toute l'importance que lui confère la tradition du pouvoir (naam="pouvoir" en mooré). C'est une école de démocratie qualitative fondée sur quatre critères de responsabilité :

- maîtrise de la parole : parler peu mais bien, sans heurter
- maîtrise de soi : être d'humeur égale, tempérer ses pulsions
- maîtrise du ventre : être altruiste, savoir partager
- maîtrise technique et gestionnaire : être compétent, performant, consciencieux.

Adaptés aux besoins contemporains les naam modernes constituent une structure d'accueil des laissés pour compte du système éducatif formel ou des jeunes issus des Centres de Formation des Jeunes Agriculteurs (CFJA). Les groupements NAAM assurent également la réinsertion sociale des jeunes migrants à leur retour de voyage en Côte d'Ivoire. Voyage qui leur permet de constituer la dot nécessaire au mariage et d'élargir leur vision à celle d'une société urbanisée, de capitalisme côtier périphérique.

c) Une réalisation collective significative

Grâce au rôle déterminant des groupements Naam, en tant qu'initiateurs de projets locaux innovateurs, le barrage fonctionne, les terres sont irriguées, des périmètres maraîchers aménagés, apportant prospérité, sécurité et meilleure santé. La réalisation fortifie les solidarités préexistantes, en stimule de nouvelles. Le développement prend sens.

Certes, ces résultats positifs n'ont pu être obtenus qu'au prix d'une rénovation des Naams traditionnels pour en faire des groupements de base auto-gérés, capables de répondre aux défis de la sécheresse et de la désintégration du milieu. Rénovation assurée de l'intérieur depuis 1966 sous l'impulsion éclairée et persévérante de B.L. OUEDRAOGO, un fils du pays. La réussite de cette opération met en lumière tout le gain qu'on peut tirer de l'étude et de la mise en valeur d'un

des éléments principaux de la culture locale, à savoir les modes traditionnels d'organisation sociale. Certes aussi, des apports extérieurs de toute nature (équipements, finances, formations, etc ...) et provenance (services techniques nationaux, autorités locales, aides internationales, ONG, Eglises, etc...) ont alimenté le mouvement. Mais ils n'ont eu d'effets que parce qu'ils ont été appropriés, valorisés par des solidarités de base profondément enracinées dans les terroirs sociaux, physiques et culturels de la société mossi.

d) Vers des solidarités interrégionales

Par le jeu de transferts d'expériences et de recherches-actions-formations (RAF) groupées, le mouvement des groupements Naam a été répercuté dans d'autres régions, la Comoé notamment peuplée de Gouins et de Turkas, sur la base des Ton, formes d'associations symétriques du Naam. Ainsi sont nées des solidarités interrégionales, c'est-à-dire entre des gens provenant de groupes ethniques et d'espaces socio-culturels différents. Bon moyen de dépasser les éventuels clivages.

e) Le développement d'un mouvement associatif inter-africain et international

D'autres pays sahéliens ont vu se développer un mouvement associatif endogène sur des bases sociologiques et dans des conditions relativement semblables. La prolifération plus ou moins spontanée de milliers de groupements et d'associations rurales et urbaines de base témoigne. Toutefois, ces micro-groupements ne peuvent assurer seuls les transformations globales souhaitables. Il y faut encore une structure d'appui intermédiaire,

forte, organisée et représentative. Suite à la grande sécheresse historique de 1972-73-74, des responsables sahéliens engagés, conscients de la gravité des problèmes, et des responsables européens réellement concernés, ont créé à Dakar en 1976 une ONG Sud-Nord, SOS-SAHEL-INTERNATIONAL ayant pour mission : (a) d'appuyer ou susciter les petits projets de développement rural émanant de la base paysanne; (b) d'apporter une aide d'urgence en cas de besoin caractérisé. C'est la même année qu'étaient aussi créés par B.L. OUEDRAOGO et B. LECOMTE, les clubs SIX S (Se Servir de la Saison Sèche en Savane et au Sahel) une ONG internationale chargée d'épauler directement les groupements Naam et similaires dans les pays voisins.

SOS-SAHEL INTERNATIONAL est organisé et fonctionne sur une base à la fois nationale et internationale. L'ensemble est composé de six associations sahéliennes-Mauritanie, Sénégal, Mali, Niger, Burkina-Faso, Soudan -, de cinq associations européennes - France, Luxembourg, Grande-Bretagne, Belgique, Suisse -, du Conseil d'Administration présidé par l'un des présidents des associations sahéliennes, élu pour trois ans parmi ses pairs, et du Comité Exécutif, de caractère fédéral mais dont le siège est à Paris, sa présidence et sa direction financière étant assurée par l'Association Française.

Les associations sahéliennes, parfaitement reconnues dans leur propre pays, sont totalement indépendantes des pouvoirs officiels. Entièrement africaines dans leur composition, elles présentent un niveau de compétence, de motivation et d'intégrité de leurs membres indiscutable. Dans le cadre de l'appui permanent qu'elles apportent aux populations partenaires, elles ont pour rôle (a) de recueillir leurs desiderata (b) de quantifier les besoins (c) de présenter les projets paysans à l'approbation et au financement du comité exécutif de SOS-SAHEL-INTERNATIONAL. Ce dernier ayant pour triple mission :

(a) d'approuver les programmes; (b) de définir les priorités; (c) de répartir les fonds.

Quant aux associations européennes, elles ont pour objet de sensibiliser les opinions publiques, de recueillir les fonds et de rendre compte aux donateurs. Le souci obstiné de la structure est que tous les fonds recueillis soient utilisés directement au profit des paysans sahéliens, en particulier des groupements Naam-Six S ou similaires, à l'exclusion des organismes technico-administratifs locaux. Les frais de fonctionnement étant compris entre 10 et 15% du total des ressources. Celles-ci proviennent de dons privés, subventions et recettes diverses, sans compter les dons en nature, accordés principalement par la CEE.

f) En résumé : une structure d'appui aux initiatives de base

L'Union des fédérations des groupements Naam-SixS, les projets des villages d'implantation et les mouvements similaires dans les cinq autres pays concernés sont dans la position enviable et peu fréquente d'être épaulés par une ONG internationale (Sud-Sud et Sud-Nord), SOS-SAHÉL-INTERNATIONAL, entièrement structurée sur un mode à la fois ascensionnel et horizontal, en fonction des exigences non seulement de survie mais de redressement durable des économies rurales sahéliennes. Soutenue financièrement par un consortium de donateurs, les Associations sahéliennes souscrivent aux objectifs et aux méthodes des Naam, fournissant appuis matériels, financiers, techniques et pédagogiques aux groupements et villages pour leur permettre de mener à bien des projets initiés, réalisés et gérés par eux. Un financement et une programmation souples favorisent le sens des responsabilités, l'initiative, la capacité d'auto-gestion des groupement et communautés de base. Toutes les

actions naissent d'une réalité socio-économique vécue dans le respect des villages et des paysanneries, de leur code culturel et de leurs modes d'organisation. Tous les projets visent à s'auto-financer et à générer des ressources (problème de la valeur ajoutée et de l'accumulation) susceptibles de répondre aux besoins d'autres villages (problème de solidarité et de répliquabilité). Un réseau de solidarités élargies est né et se ramifie. Le slogan de SOS-SAHEL-INTERNATIONAL ne ment pas : Eau-Verdure-Santé. Le Sahel renaît.

5. Maroc IRAMD/EIREISH/BOFPP 1962-1966 :
Groupements paysans et vulgarisation-formation agricole

a) Cadre, acteurs et objectifs institutionnels

"Le paysan spectateur sur sa parcelle". Telle est l'image lancée au début des années 60 au Maroc pour caractériser le mode de relation existant entre l'Office National des Irrigations (ONI) et la paysannerie des grands périmètres irrigués. A l'interventionnisme technocratique du premier correspondait l'attentisme non participatif de la seconde. Trente ans après, l'image reste à bien des égards d'actualité. Elle révèle le choc entre deux rationalités, deux cultures, deux approches : celle de l'Etat aménageur, celle du paysan "déménagé".

Afin d'améliorer l'efficacité de ses interventions, à les humaniser, l'ONI a été conduit à concevoir et mettre en oeuvre une stratégie plus participative et formatrice, mieux adaptée aux terroirs paysans. Une unité spécifique fut créée à cet effet au sein de l'Office - l'Organisation de la Formation Professionnelle des Paysans - composée d'une Direction centrale et de Bureaux opérationnels sur les périmètres (DOFPP et BOFPP). Sa mission d'appui était double: valoriser les ressources humaines tant au niveau de l'encadrement que des paysans; reconvertir les modes d'intervention dans le sens d'un transfert d'initiatives et d'actions de la techno-structure ONI à des organisations paysannes responsables, la paysannerie étant atomisée en une multitude de producteurs individuels bien vulnérables face à la puissance des appareils d'Etat et aux forces du marché. Ils s'agissait en l'occurrence (a) d'initier des actions de formation au groupement des agriculteurs (b) d'engager un processus de formation et de réorganisation des personnels de l'Office, en particulier des directeurs et agents des Centres de Mission Valeur (CMV), les unités

d'intervention technico-économiques de l'Office et de l'Etat les plus proches de la production.

Pour l'assister dans cette tâche, le Gouvernement marocain fit appel à l'IRAMD, un Institut français de droit international privé, totalement indépendant, spécialisé dans le développement rural à caractère participatif et éducatif. Les expatriés de l'IRAMD étant (comme leurs collègues de l'EIRESH, une équipe de chercheurs praticiens regroupés sous la direction du regretté Paul PASCON en association maintenant disparue) intégrés par convention à l'ONI auprès de la DOFPP et des BOFPP.

b) Choix d'une action pionnière significative

De nombreuses actions ont été menées en direction de spéculations variées : cultures industrielles, de rente et/ou vivrières (coton, betterave, agrumes, oléagineux, fèves, etc.), embouche bovine, travaux à façon, prestations de services, à commencer par la vulgarisation-formation. Parmi ces actions, il en est une particulièrement intéressante : l'action olivier. En effet, l'oléiculture, comme l'oléifactory, est une activité très ancienne au Maroc datant de la Protohistoire. Culture vivrière "traditionnelle" et industrielle "moderne", elle intéresse pratiquement toutes les catégories sociales et économiques du pays. Elle est culturellement et culturellement significative de la civilisation marocainé. Si son ancienneté lui confère des quartiers de noblesse prestigieux, elle demeure en revanche durement éprouvée par les vicissitudes de son histoire culturelle et sociale. Exprimée autant en termes de prestige social et de présence divine qu'en termes de rapport marchand, elle a une fonction liée à la rusticité de l'olivier, arbre réputé aussi éternel que la terre. Elle est symboliquement très valorisée du fait que

l'olivier est un arbre sacré comme le révèle le Coran, sourate 24, verset 35 :

"Allah est La Lumière des cieux et de la terre. Sa Lumière est comme une niche dans un mur, où se trouve une lampe; et la lampe est dans un verre, et le verre est comme une étoile brillante. Elle est allumée avec l'huile d'un arbre béni, un olivier qui n'est ni d'Orient, ni d'Occident; et cette huile est allumée et l'éclat de Sa Lumière brille, sans que le feu y ait été mis. C'est Lumière sur Lumière! Allah guide vers Sa Lumière qui Il veut"

Du même coup se trouve éclairée la nature socio-religieuse et forestière de l'oléiculture paysanne dite traditionnelle. Souvent traitée comme la terre de façon extensive, l'olivier a une valeur en "Lui-même" autant que dans sa production. Il symbolise ainsi une "centralité" maintenue dans la technicité et les savoirs paysans.

c) L'action groupée de taille des oliviers et de commercialisation des olives

Cette action est justifiée par le souci de valoriser au profit des paysans une activité demeurée peu productive du fait du manque de soins apportés aux arbres et de la présence d'intermédiaires achetant aux petits producteurs individuels leur récolte à prix démotivants. Le groupement précoopératif des oléiculteurs organisé sur des bases et dans des formes adaptées à leurs traditions et intérêts, a été la formule expérimentée avec succès.

Début 1963, le BOFPP du Tadla (périmètre irrigué au pied du Moyen Atlas) organise trois stages de vulgarisation-formation de 15 jours sur la taille de l'olivier : 80 paysans, petits et moyens exploitants, y participent à titre volontaire. Ils ont acheté à crédit scies et sécateurs et taillent eux-mêmes leurs propres arbres. Dans la semaine qui suit, ils convainquent 103

autres agriculteurs de leur propre douar à se joindre à eux pour commercialiser leurs récoltes en commun. Neuf groupes d'une vingtaine de membres chacun se constituent et passent contrat écrit avec le CMV pour la commercialisation de la production. Pour l'opération, la Caisse Nationale de Crédit Agricole, consent un crédit global à l'ONI, à charge pour celui-ci de le répartir (en juin) entre les groupes sous forme d'avances remboursables. Grâce à ce crédit ils vendront, non pas sur pied à bas prix, mais directement aux usines sans passer par les commerçants intermédiaires. Opération totalement réussie. Au point qu'en 1964, on assiste à un processus de multiplication, de consolidation et de transformation des groupements : leur nombre passe de 9 à 42, soit de 183 à 872 adhérents, ils s'organisent sur la base du douar et des "adem", mot arabe signifiant "os" ou "armature", c'est-à-dire des quartiers de village en tant qu'unité géo-sociale de base de la structure tribale.

Au Haouz de Marrakech, inversant l'ordre des opérations pour des raisons tactiques, on a commencé par la commercialisation groupée des olives pour aboutir, ensuite seulement, à des actions groupées de production. A dire vrai, on a d'abord testé la méthode avec le chanvre, culture également très ancienne mais très marginalisée du fait de la concurrence victorieuse d'autres plantes, et qui ne risquait pas de poser les problèmes prévisibles pour les olives (réactions du lobby des commerçants intermédiaires, transport d'un produit fragile et périssable, stockage prolongé sur le carreau des usines, etc...).

En raison de son enracinement très profond dans la réalité des terroirs et réseaux sociaux et culturels, locaux et régionaux, l'action a donné naissance à un embryon d'organisation fédérale intervillageoise regroupant les délégués paysans mandatés par la vingtaine de groupements concernés. On notera ici l'analogie dans un contexte pourtant bien différent avec le mouvement des

groupements Naam du Yatenga s'organisant en fédérations puis en union. Tout porte à croire que ce succès en cascade est à mettre en relation avec la prise en compte du patrimoine culturel local en matière d'organisation sociale, laquelle est par ailleurs indissociable de la cosmologie, des valeurs et du savoir-faire autochtone.

d) Méthodes et instruments d'animation-vulgarisation-formation

La réussite est liée pour une part déterminante à une approche anthropologique de terrain attentive à tous les aspects. Ainsi, l'action vulgarisatrice s'est inscrite dans les cadres socio-culturels et historiques de la connaissance paysanne de l'olivier ainsi que des pratiques qui en découlent, mais en les recoupant avec les conditions socio-économiques qui justifient la perpétuation d'un ordre "traditionnel" et d'une oléiculture - refuge de caractère forestier au détriment de l'aspect fruitier. Par exemple, certains paysans privilégient la forme haute au détriment de la forme basse plus productive conservant tous les bourgeons au lieu de supprimer ceux néfastes à la fructification; ils croient que la sève circule par le coeur de l'arbre, alors que c'est par l'aubier, et pensent que l'arbre respire par les racines, alors que c'est par les feuilles; ils hésitent à couper les jeunes pousses vertes qui ont "la peau tendre comme celle de l'enfant qui vient de naître"; d'ailleurs pour beaucoup de paysans, un feuillage exubérant est le signe d'une présence divine (voir sourate 6, versets 91 et 142), les feuilles sommitales étant sensées, selon de très vieilles croyances, porter le nom de Dieu sur leur face supérieure exposée à la lumière. Ainsi donc, la connaissance botanique et les pratiques culturelles des paysans sont l'expression de la représentation anthropomorphique et mystique qu'ils ont de l'arbre. La vulgarisation-

formation doit en prendre acte sous peine d'irrespect et d'échec. On n'oppose pas une technique à une civilisation : on l'y insère pour autant que ses plus hautes valeurs le permettent, faute de quoi, il y aurait utilisation du culturel à des fins manipulatrices, contraires aux intérêts des bénéficiaires.

Par ailleurs, cette expérience de caractère novateur et précurseur pour l'époque a permis la mise au point de procédures pratiques et d'instruments socio-juridiques devenus classiques depuis en matière de formation et d'organisation en groupement des agriculteurs. Que ce soit au niveau de la constitution des groupements (élaboration en langue locale et en français du PV de constitution, du règlement intérieur), au niveau du fonctionnement (modèles de documents pour une comptabilité, et une gestion simplifiée), ou à celui de la commercialisation groupée (passation et réalisation de contrats-types écrits, après prospection du marché et négociation entre groupes de paysans vendeurs et industriels acheteurs). En annexe, on trouvera des documents-modèles. Notons que la confection de ces textes peuvent être l'occasion d'une action d'alphabétisation fonctionnelle des adultes.

Enfin, une méthodologie d'utilisation et une instrumentalisation des modes d'expression populaires et des moyens audio-visuels a été forgée in situ de façon pionnière. Il n'est malheureusement pas possible d'en présenter ici le riche bilan. Signalons cependant que cette animation audiovisuelle a porté sur quatre média principaux :

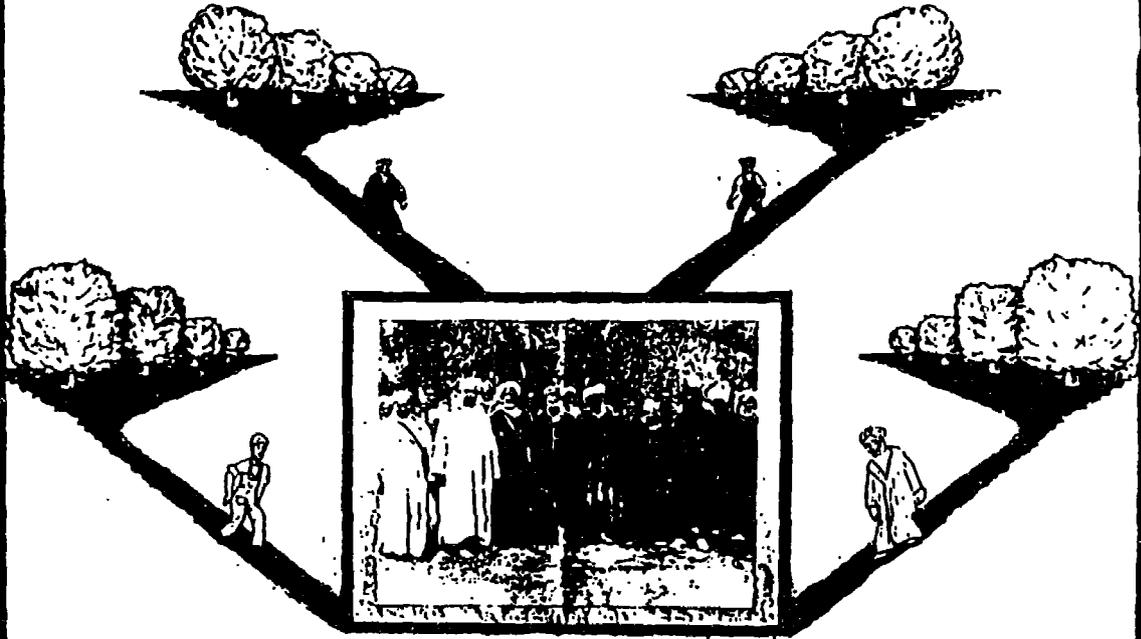
- Le chant, expression la plus immédiate, intime et spontanée. En l'occurrence le chant de l'olivier, en arabe dialectal, a fusé dans les douars du Tadla, porteur de toutes les attentes et satisfactions, tant techniques que sociales, de la paysannerie du coin, fournissant la preuve incontestable d'une action totalement appropriée par les intéressés.

- La radio avec ses émissions élaborées à partir d'enregistrements de terrain et programmées selon un calendrier ad hoc. En tant que support, l'outil radiophonique ne remplace pas, mais appuie, renforce l'action physique de vulgarisation-formation sur le terrain; en tant que mode de diffusion autonome, et pour autant que le message soit correctement élaboré, la radio permet de le répercuter efficacement dans les douars qui ne bénéficient pas de la présence de vulgarisateurs. En tout état de cause, des contrats de prêt et d'entretien de postes récepteurs ont été passés avec des groupements de producteurs d'olives.

- Les diapositives : élaboration et projection de séries très didactiques auprès des intéressés introduisant du même coup une animation villageoise avec festivités diverses.

- L'affiche et les panneaux éducatifs élaborés en participation avec des paysans, et diffusés dans les villages et lieux appropriés. La photocopie en réduction et noir et blanc de l'affiche très élaborée au plan technico-éducatif et symbolique, est reproduite à toutes fins utiles.

أسعاد الفلاحين وسيلة لنجاحهم



بدأ الله مع الجماعة



الفلاحون يتكفونون جمعية للدفاع عن مصالحهم المشتركة

Sources : P. Molty, Serv. Prod. et Dif. Audio-visuelles, ONI 1964
H. Panhuys, Groupement des agriculteurs, op. cité en biblio.

Descriptif d'après cliché noir et blanc affiche format réel 65/95 cm.
multicolore sur fonds vert pré, avec ciel bleu, liseré d'encadrement rouge
vif, textes haut et bas sur fonds jaune vif, 4 vignettes et personnages en
couleurs variées, photo centrale noir et blanc d'un groupement réel dont le
président (en djellabah blanche) préside aussi la fédé. de groupements du Haouz.
Traduction des slogans : supérieur "L'Union des paysans est le moyen de la
victoire", central sous photo "La main de Dieu est avec la collectivité",
inférieur "Les paysans constituent une coopérative pour la défense de leurs
intérêts" ; les légendes des 4 vignettes à lire et regarder de droite à
gauche, explicitent les 4 phases de discussion, décision, élection, action.

6. Ecosse, CES/SIACE, 1978-93 : Adult Learning Project (ALP)
à Edimbourg

a) Contexte historique, social et politique

Paradoxalement, le Royaume-Uni est un vieux royaume et une très ancienne démocratie. En témoignent la Grande Charte et les Provisions d'Oxford au 13e siècle, la multiséculaire institution Parlementaire ainsi que le système de Gouvernement, à certains égards décentralisé, les autorités locales jouissant de pouvoirs relativement importants à leur niveau. C'est le cas du Lothian Regional Council au sein du Gouvernement Central écossais. Le Projet ALP, Adult Learning Project ou Project d'éducation des adultes dont il est question, est une partie intégrante du Community Education Service (CES) lequel représente à l'échelon régional, l'entité éducative centrale (Scottish Community Education Council).

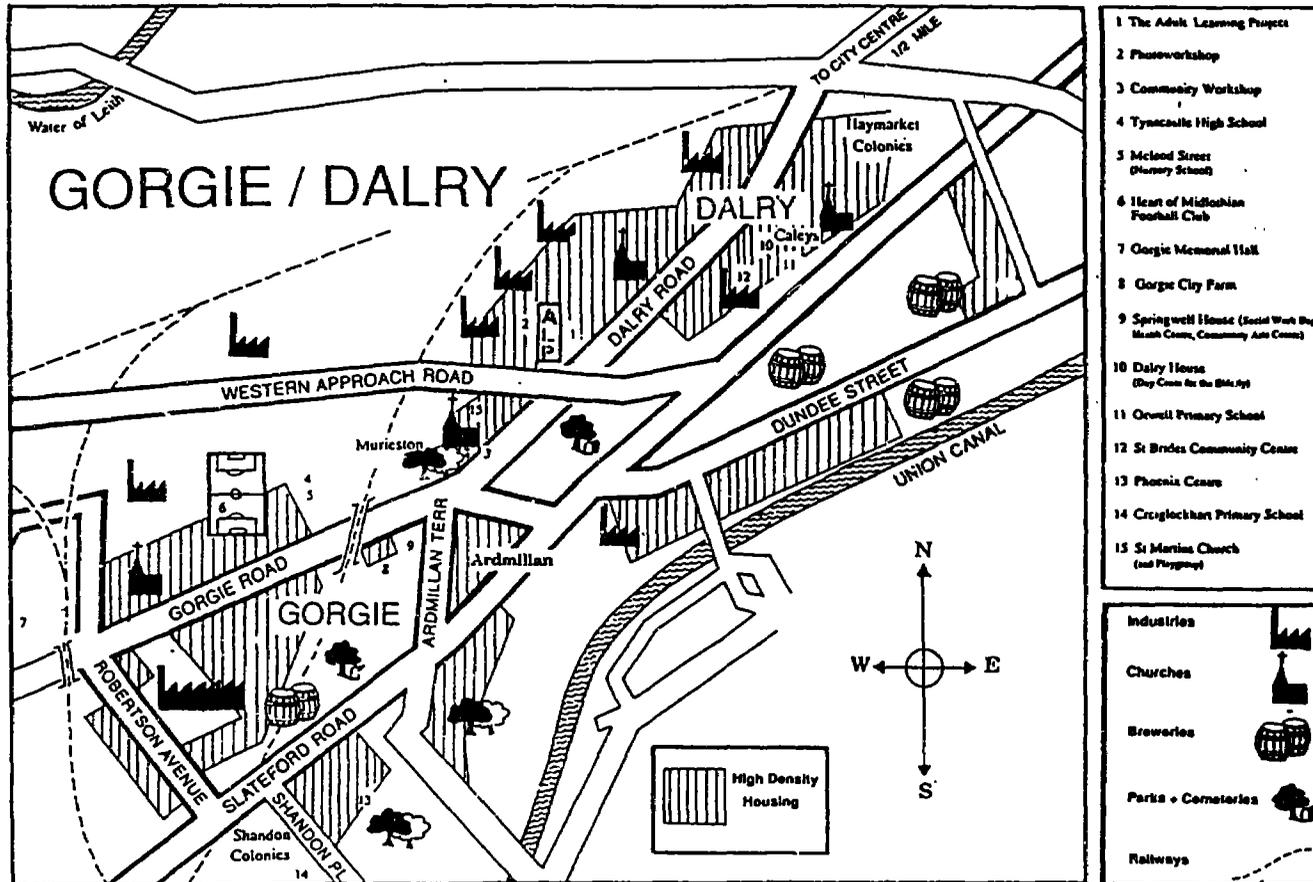
Toutefois, en contradiction formelle avec cette longue tradition de démocratie locale, l'histoire des îles britanniques du 5e siècle à nos jours, est celle d'une domination anglaise sur les Celtes et les minorités tant autochtones qu'immigrées récentes. La prééminence quasi exclusive de la langue anglaise sur les langues locales (celtique de Cornouailles, gallois du pays de Galles, gaélique d'Ecosse et d'Irlande) est un bon indicateur du processus de domination politique, économique et culturelle des anglais sur l'ensemble des îles britanniques. Ce processus de colonisation interne, renforcé par l'avènement d'une société capitaliste industrielle, aboutit à l'émergence d'un centre - l'Angleterre - et de périphéries : la frange celtique. Le paysage actuel est celui d'une diversité culturelle "centrifugée" par la majorité dominante anglaise imposant sa langue, sa loi, sa définition de la situation, aux minorités.

Certes chacune des régions conserve ses particularités. L'Irlande du Nord, envahie en son temps par des écossais protestants, n'est pas l'Ecosse. Mais en Ecosse, un mouvement autonomiste et identitaire fait pression en faveur d'un pouvoir politique séparé, et d'institutions propres. Le droit et l'éducation sont marqués par l'identité écossaise, et des spécificités culturelles s'affirment (vêtement, boissons, poésie, musique par exemple). En revanche la culture écossaise, n'est pas, semble-t-il, radicalement différente de la culture anglaise. En sorte que l'identité écossaise serait davantage une "ethnicité complémentaire" qu'une "éthnicité alternative", en Angleterre du moins, sinon en Ecosse même.

b) Cadre et situation du projet ALP

Le projet est une application adaptée de l'approche de Paulo Freire, le socio-pédagogue brésilien bien connu. Il démontre par un choc en retour, la nécessité pour les éducateurs sociaux du Royaume-Uni d'échapper à leur insularité pour reconnaître la valeur des approches pratiquées dans les pays du Sud. Car, dans les situations forcément spécifiques qui caractérisent le Sud "sous-développé" et le Nord "en déclin", les uns et les autres sont confrontés à des problèmes générateurs d'enjeux étrangement semblables : chômage massif et sous ou mal emploi, fragmentation sociale et culturelle, inégalités croissantes entre riches et pauvres, stress et violence urbaine, déclin économique-social et décadence des moeurs et des valeurs, etc...

Il y a eu convergence d'efforts pour lancer et conduire le projet ALP à bonne fin. L'action a été lancée en 1977 par un petit groupe de femmes appuyées par deux travailleurs sociaux, éducateurs dans deux quartiers



Map of Gorgie Dalry

Source : G. & C. KIRKWOOD : LIVING ADULT EDUCATION
 Open University Press, Scottish Institute of Adult and Continuing Education
 St. Edmundsbury Press LTD., Suffolk 1989

populaires contigus d'Edimbourg : Gorgie, Dalry. Cette zone densément peuplée a été constituée entre 1880 et 1890 pour les familles de travailleurs employés dans les chemins de fer et les industries locales. Expression d'une classe et d'une culture ouvrières porteuses de changements, cette population formait un ensemble résidentiel et professionnel, cohérent, intégré. Connaissant une vie sociale intense, la zone peu éloignée du centre-ville, abrite encore le siège du Hearts Football Club.

A partir des années 60, cet équilibre se rompt. De nombreuses familles se déplacent vers des établissements humains périphériques. Des entreprises locales ferment leurs portes : biscuiterie, fabrique de gommes, ateliers ferroviaires, blanchisseries, ateliers de travaux à la colle, ingénierie. Les brasseries s'automatisent et licencient du personnel. D'autres employeurs comme Ferrantis font appel à une main d'oeuvre hautement qualifiée, recrutée hors région.

Actuellement la zone comporte plusieurs communautés. L'ancienne population ouvrière demeure réduite en nombre, vieillie. Une population nouvelle plus jeune, plus éduquée, s'est installée, attirée par la modicité des loyers et la proximité du centre-ville. En dépit des changements intervenus, le quartier conserve une vitalité indéniable avec ses activités, ses boutiques, écoles, églises, bureaux, bâtiments publics. L'habitat est en voie de rénovation grâce notamment au conseil de district d'Edimbourg et à la Gorgie-Dalry Housing Association. Toutefois, on déplore une insuffisance d'espaces verts, de lieux de récréation pour les enfants, une exigüité des logements, une insuffisante maîtrise du devenir du quartier, sa culture éclatée et les difficultés sociales et psychologiques étant malaisées à surmonter dans une économie et une société en crise profonde.

c) Activités du Projet ALP

S'agissant d'un projet à but éducatif, la construction des programmes de formation-action s'est opérée selon des méthodes actives et participatives adaptées de l'approche de Paulo Freire, au fil d'un processus plus ou moins itératif et répétitif en quelques 9 étapes (voir schéma joint).

En neuf ans de travail (1979-88), le Projet est passé par trois grandes phases :

1° Première phase : le chaudron (1979-82) :

appelée ainsi en raison de la chaleur, des conflits, de l'alchimie incertaine, complexe du brassin social, révélateurs des enjeux, attentes et stratégies d'acteurs.

Trois programmes aux thèmes significatifs du brassage d'idées et de préoccupations, sont le fruit du travail accompli par les groupes de volontaires : The Family Today, You and the School, On being Scottish. Famille, Ecole, Culture : trois thèmes porteurs. C'est aussi pendant cette phase, que le Projet a pu installer dans une maison ad hoc un siège conforme à ses besoins (bureau, ateliers, salle de réunions éducatives, etc). Parallèlement, naissaient les deux ateliers technico-pédagogiques de production-diffusion de Photo et de Rédaction-imprimerie (des témoignages, compte-rendus de réunions, programmes de formation, affichettes, etc...) qui sont les deux supports essentiels du projet au plan méthodologique et pédagogique.

2° Deuxième phase : le pont (1982-85)

Au cours de cette phase d'extension de l'intervention et du financement (assuré aux 3/4 par le Gouvernement Central, au 1/4 par le Conseil régional), des ponts

ont été établis entre tous les acteurs en présence et deux investigations ont été conduites avec pour résultat la production de deux autres programmes : Health and Well-Being, Effects of New Technologies on Society (ordinateurs). Santé et Bien-Etre, Informatique et Société : nouveaux thèmes cruciaux.

Au cours de cette phase, le Projet ALP devient partie intégrante, motrice, du Community Education Service.

3° Troisième phase : la maturité (1985-88)

Cette phase permet la production du programme Parents and Authority élargi à tous les parents et jeunes du quartier, toutes origines confondues, pour devenir un thème central d'inter-culturalité : Parenting and Different Cultures.

Dans le même temps, on analyse les effets de la Télévision sur la population, en procédant notamment au décodage collectif du document vidéo filmé sur le drame du match Liverpool-Juventus au stade du Heysel à Bruxelles.

Actuellement, le Projet ALP fait référence. Ses responsables sont demandés en consultation pour des actions de formation et des animations de séminaires dans toute l'Ecosse et en Irlande.

II. METHODOLOGIES D'APPROCHE

1. Logiques de situations

Le tableau de synthèse des six situations présentées, fait apparaître des logiques caractéristiques de chacune d'elles, c'est-à-dire vécues par les acteurs sur un mode spécifique irréductible à une quelconque procédure standardisée, normée, planifiée, quantifiée. Ceci dit, il n'en exprime pas moins des facteurs communs à toutes les situations. Ainsi chaque situation se définit par un site. C'est d'ailleurs la présence de sites au plan physique et surtout symbolique qui permet à Hassan ZAOUAL, économiste marocain, cofondateur du Réseau Cultures et Développement, de jeter les bases d'une sítologie ou logique des sites culturels d'un quartier, d'un village, d'une région, d'une entreprise, d'un projet. Les logiques liées aux espaces-temps sont reprises sous une forme banalisée dans les trois premières colonnes du tableau sous la rubrique générale : sítos-chronos-logiques.

Les autres logiques en fonction desquelles les situations examinées ont été classées, sont liées aux macro-variables suivantes :

- Milieus (rural/urbain, socio-professionnel, socio-culturel, etc...) relevant d'une écos-logique ou logique environnementale.
- Savoirs et savoir-faire (connaissances théoriques/ empiriques, savoir sensibles/ expérientiels/ affectifs, capacités techniques, etc ..) inscrits dans une épistémotechno-logique (du grec épistémè = connaissance, techné = fabrication).
- Organisations et acteurs (individuels, sociaux et institutionnels) procédant de logiques anthroposociales. On s'est limité ici aux quatre principales catégories d'acteurs directement concernés : les publics ou populations-cibles, les Agences de Développement (AD) nationales ou internationales en

tant que promoteurs d'actions et programmes, les ONG en tant qu'opérateurs, les médiateurs (hommes-ressources et réseaux / terroirs éco-sociaux de véhicules des actions).

- Approches et outils liés à des méthodo-logiques c'est-à-dire à des logiques de méthodes et de supports.

On aurait pu bien sûr retenir d'autres logiques et variables de classement. En particulier cosmologiques (religions, croyances, spiritualités, etc ...), polémologiques (conflits, oppositions, compétitions, etc ...).

TABLEAU DE SYNTHÈSE DES SITUATIONS PRÉSENTÉES

Logiques caractéristiques

SITO-CHRONO-LOGIQUES Espaces-Temps			ECO-LOGIQUES Milieux		EPISTEMO-TECHNO-LOGIQUES Savoirs - Savoir-faire		SOCIO-ANTHROPO-LOGIQUES Organisations-Acteurs				METHODO-LOGIQUES Approches-Outils	
Pays	Aire géo-cultur.	Période	Rural (régions)	Urbain (quartiers)	Objet	Champs	Opérateur (ONG, Organ. Local)	Promoteur (Ag. Dével.)	Publics-cibles	Médiateurs	Méthodes	Supports
1. Brésil	Afro-brésilien, côtière	87-93	x	Grandes villes (Rio)	Lutte contre SIDA	médical/socio- religieux	ISER	idem	sidaïques et familles	Eglises prêtres/guériss.	. culturelle . FIC-Action	doc. didact; vidéo, affiches
2. Inde	Sud Indienne (Karnataka- Mysore)	88-93	H.D. Kote Tahuk forestière	4 aggro- métrations	Réhabilit. globale sédentariat agric.	agric., médec. organis., just., cult	FEDINA/ICRA	idem	minorités opprimées (tribales, hors castes)	Organis. soc., Eglises	. communaut. . approche culturelle	. chants, danse, . marionnette
3. Sénégal	Soudano-Sahel. maritime	75-93	x	Dakar- Yoff	Transformat. sociale (communic./organi- sation)	. artisanal., informel. . socio-cultur.	ENEA-GRAF	idem/Admin.	réseaux socio- éco	Réseaux néo- clan	. RAF	. éducatifs . théâtre
4. Burkina Faso	Soudano-Sahel. enclavée	66-93	Yatenga	x	Développt. agro- aliment. auto- promot. villag.	. hydro agric. . socio-éducat. . sanitaire.	SOS-SAHEL/ Assoc. 6S	idem/Admin.	villages et groupements	Réseaux tradit. Group NAAM	. auto-promot.	fiches tech., flanel., jeu de rôle, théâtre
5. Maroc	Arabo-berbéro- musulmane	62-66	Plaine Tadla Haouz Marra- kech	x	Groupement/format. paysans	vulgarisation agricole	IRAMD/ EIRESH/ BOFPP	Min. Agri/ONI	paysans	CMV	. "format- visite" . anim. group	fiches tech, affiche, radio, chant., diapos.
6. Ecosse	Celtique, anglo- saxonne	78-93	-	Edinburgh (Gorgie/ Dalry)	Conscient./Educ. Adu's	. communication . socio-éducatif	ALP/Communi- ty Educ. serv. of Lothian Region Council	. Scot. Educ. Dept . Local Gvt	popul. résidante	Eglises Assoc. Scot. Inst. Ad. Count. Educ.	P. FREIRE Educat. active Adults	. photographie . rédaction- édition . vidéo

2. Constats d'approche commune

L'examen des situations et actions concrètes observées révèle la présence d'éléments communs dans les démarches, les processus, les manières de faire. La spécificité des situations rencontrées comme la diversité des problématiques ou thématiques qu'elles présentent, conduisent à la nécessité contradictoire d'élaborer un cadre méthodologique suffisamment général et flexible pour les englober toutes. C'est à l'esquisse d'un tel cadre que sera consacré la suite de l'exposé.

a) Premier constat : découverte par les ONG de la prégnance des réseaux et terroirs sociaux

Dans les six situations sans exception, les ONG opérateurs nous font voir l'existence de réseaux et terroirs sociaux, formels ou informels. Ceux-ci peuvent être de nature très diverse : familiaux, néo-lignagers ou néo-claniques, ethno-régionaux, religieux, ecclésiastiques, confrériques ou culturels, associatifs, mutualistes, tontiniers, syndicaux ou politiques, promotionnaires, professionnels, sportifs ou artistiques, catégoriels (selon l'âge, le sexe, jeunes, anciens, femmes, etc ...). Aucun individu, même outsider, ne peut échapper à leur emprise sous peine de mourrir. La marginalité engendrant la mort sociale, voire finalement physique si elle est poussée à son extrême limite.

L'échec des actions de développement les mieux intentionnées est presque toujours lié au fait que l'on a ignoré ou feint d'ignorer cette réalité fondamentale et que l'on est intervenu comme si les individus étaient socialement isolés, hors terroirs et réseaux sociaux d'appartenance. Ou alors, on se

contentait de considérer seulement les individus réunis dans des structures formelles, instituées, bien connues des "développeurs" et des instances officielles dirigeantes : syndicats, coopératives, etc... D'où aussi, la crainte de l'informel, du nomade, non identifié, non localisé ... Dans pratiquement tous les cas de figure, les projets et programmes de développement ignorent la matrice socio-culturelle sous-jacente.

- b) Deuxième constat : mise à jour par les ONG du fait que chaque situation est l'expression d'une éco-socialité, voire d'une cosmo-socialité

Sans verser dans un quelconque déterminisme écologique ou cosmologique, les ONG des six cas décrits dans cette partie ont contribué à mettre en lumière la complexité des situations de développement. Elles ont montré que chaque action s'inscrivait dans un environnement spécifique, à la fois social, économique, géographique, technologique, institutionnel, mais aussi écologique, culturel, spirituel, cosmologique. La population qui y vit a tendance à penser que les individus sont d'abord en situation dans un ensemble auquel ils participent. Ils se perçoivent comme maillons d'une chaîne, comme parcelles d'un tout. Pour reprendre la formule de E. N'DIONE référant à l'oecoumène, la population, a une vision "oïko-centrique" ou encore cosmocentrique (intégrée au cosmós). En revanche l'intervenant extérieur, le développeur considère souvent que ce sont les individus qui façonnent la situation : ils ont une perception "anthropocentrique" du développement. L'homme est au centre et à l'origine de tout, il est appelé à la maîtrise de son environnement, il est maître de la nature et du cosmos.

- c) Troisième constat : toutes les actions décrites sont conduites par des ONG opératrices bien structurées, disposant d'un potentiel humain de qualité et de moyens relativement importants

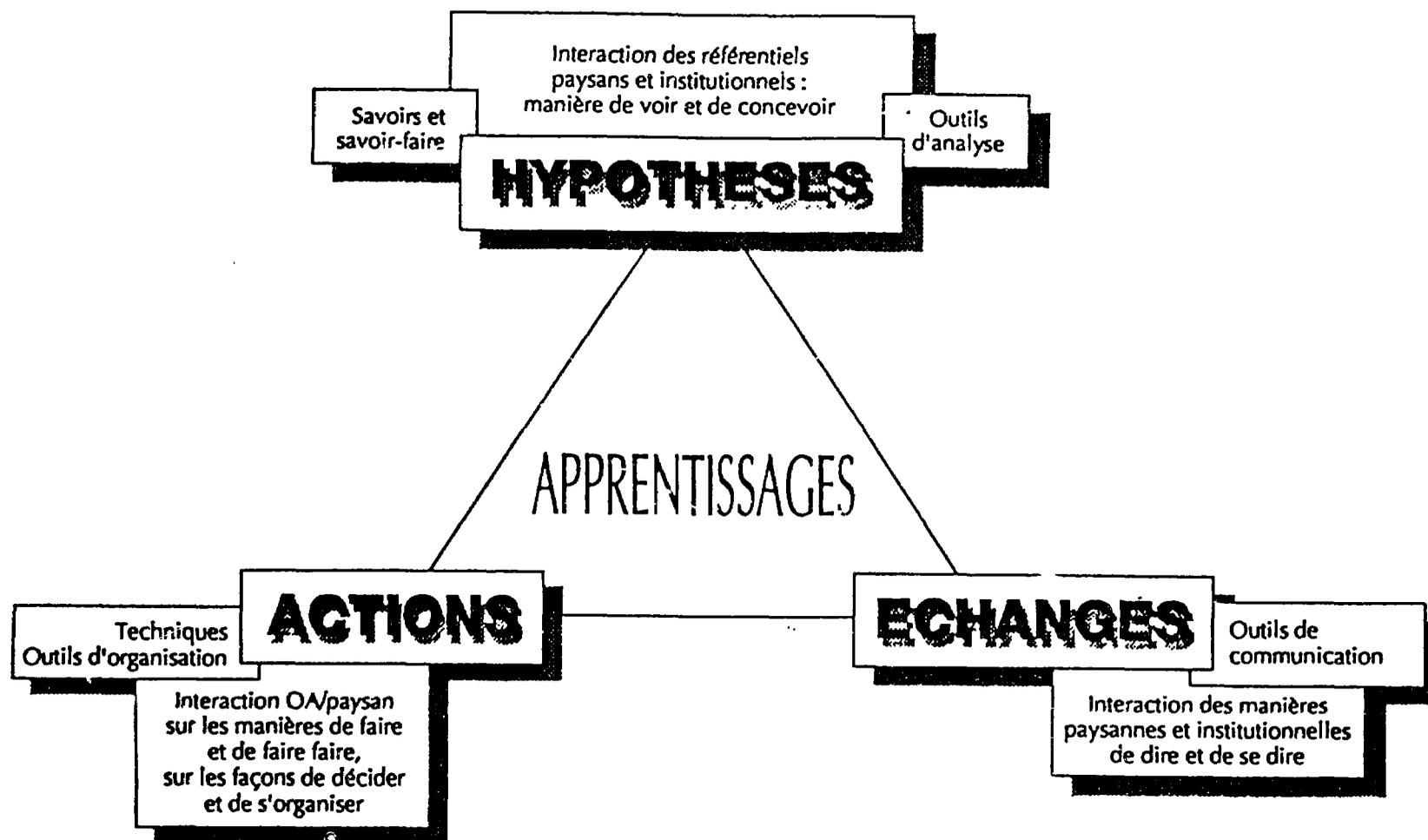
Les opérateurs (ONG et/ou entités décentralisées) désignés par le présent travail sont tous organisés, structurés sur des bases conformes à leur objet. Leurs cadres et agents sont tous rompus au travail de terrain, ils présentent un degré de compétence, de motivation, d'honnêteté, relativement sans faille. Ceci n'exclut pas certaines déviations dues à des phénomènes de bureaucratisation, de surfinancement ou de notabilisation, chaque ONG ayant comme toute institution tendance à devenir une fin en elle-même. Par ailleurs, les ONG ne sont pas non plus à l'abri de certaines carences en raison d'inadéquations entre formations initiales et tâches à accomplir : c'est le cas par exemple de FEDINA en Inde où la formation des travailleurs sociaux ne prédispose guère à une maîtrise des connaissances et savoir-faire techniques exigés par les aménagements hydro-agricoles. Un effort de formation visant à compenser ces faiblesses est donc nécessaire.

- d) Quatrième constat : tous les opérateurs retenus pratiquent peu ou prou une approche tridimensionnelle combinant Recherche-Action-Formation justifiant le sigle d'ENDA-GRAF qui a poussé la méthode RAF à sa logique ultime.

Dans l'esprit d'une telle approche, le projet est considéré à la fois comme méthode de recherche, site d'action, cadre de formation et d'information. Le projet n'est plus l'objet d'une mission à accomplir, il est une situation de recherche, d'action et de formation vécue sur un mode

interactif, interculturel, en grandeur réelle. Trois champs de travail, donc d'apprentissage par les acteurs, s'interpénètrent dans la recherche-action-formation : celui de la recherche fondé sur des hypothèses, des savoirs et savoir-faire, des outils d'analyse (à forger en cours de recherche); celui des actions, lié à des interactions, des manières de faire et faire-faire, des façons de négocier, décider, programmer, s'organiser, ainsi qu'à des techniques et outils d'organisation; celui de la formation, de l'information et de la communication, c'est-à-dire d'échanges faisant appel à des outils de communication (sociale, médiatique, linguistique, culturelle, symbolique). Hypothèses, actions, échanges constituent trois champs interconnectés d'apprentissage individuel et collectif de modes de pensée, de modes de faire, de modes de communication, en situation d'interculturalité. Le schéma ci-joint extrait de la publication déjà citée de l'ENDA-GRAF "La Ressource humaine", est explicite.

dans toute recherche-action-formation

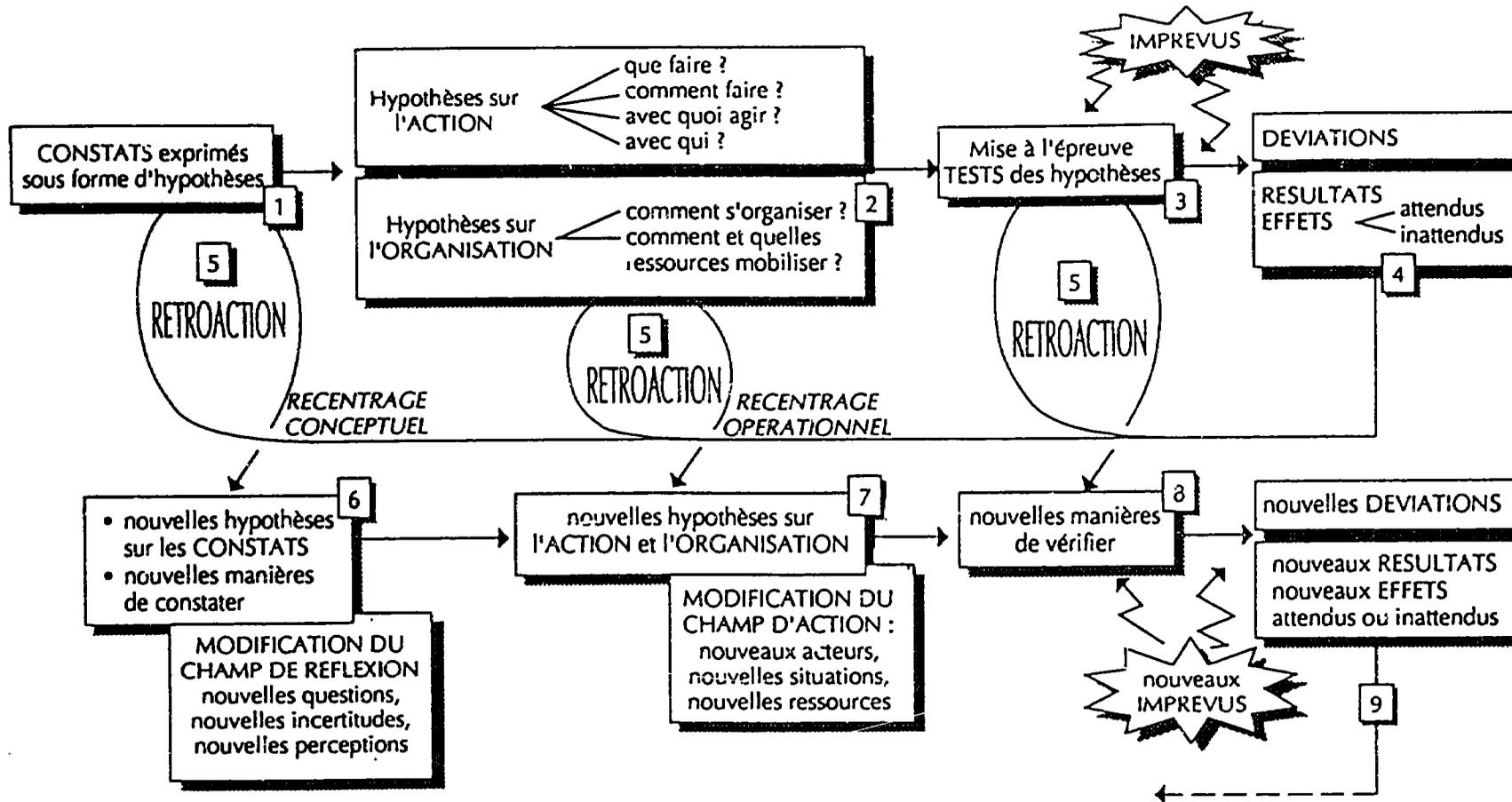


Source : La ressource humaine.
ENDA, Dakar 1992, Tableau 36

- e) Cinquième constat : Les situations décrites mettent en lumière le caractère continûment itératif, pour ne pas dire souvent erratique, indécis, incertain, des processus de déroulement des opérations. En termes techniques de planification de projets on a affaire ici à une programmation à rebours, ex-post : la programmation suit l'action. La démarche est diamétralement inverse de celle pratiquée en général par les grandes agences de développement et par les organes spécialisés de planification qui font une programmation ex-ante, l'action suivant donc la programmation.

A dire vrai, les différences ne sont pas toujours aussi tranchées dans la réalité, des correctifs étant apportés dans un sens et dans l'autre. Reste que le cheminement théorico-pratique d'une RAF est fondé sur des processus itératifs avec rétroactions, anticipations, recentrages successifs comme le montre le schéma ci-contre. Bref on est dans le domaine d'une gestion dynamique de l'incertitude créatrice. (référence au principe d'incertitude d'Heisenberg et aux structures dissipatives de Prigogine).

Cheminement schématique d'une recherche-action-formation



Source : La ressource humaine.
 ENDA, Dakar 1992, Tableau 34

- f) Sixième constat : de façon générale, les démarches adoptées sont de type holistique. Le caractère multidimensionnel de l'approche n'exclut nullement les actions ponctuelles, individuelles ou sectorielles. Bien au contraire, il exprime la réciprocité de perspectives, la complémentarité, l'implication mutuelle existant entre des aspects de la réalité trop souvent abordés de façon isolée sous le prétexte souvent fallacieux d'efficacité concrète. S'agissant de la culture, il est opportun de préciser qu'elle n'est pas seulement une dimension, un facteur de développement : elle est bien davantage sans doute, une matrice, un moteur symbolique donnant sens aux actions et aux existences individuelles et collectives.
- g) Septième constat : toutes les actions conduites à bonne fin sont productrices de sens. Ceci pose le problème de l'intersubjectivité, donc de l'interculturalité, entre acteurs. Dans un livre pionnier, révolutionnaire "De l'Angoisse à la Méthode", le psychanalyste et anthropologue hongrois, Georges Devereux, avait mis le doigt sur un point majeur de toute action ou situation relationnelle entre observateur et observé : si l'analyse porte toujours sur la population observée et secondairement sur la relation observateur-observé, en revanche elle concerne rarement l'observateur lui-même. On occulte ainsi les processus de contre-transfert, et donc de déformation subséquente, le regard soit-disant scientifique et objectif de l'observateur n'étant ni neutre, ni innocent. Or les six situations analysées opèrent toutes une avancée décisive dans l'élucidation et le dépassement de cette problématique centrale. Non seulement les opérateurs principaux ont une connaissance des schémas culturels

et perceptifs des populations "observées", procédant à une analyse des sites symboliques et des relations tissées avec leurs partenaires. Mais ils amorcent une auto-analyse de leurs propres schèmes et systèmes de motivations ainsi que des pratiques et connaissances, erronées ou déroutantes, qu'ils génèrent.

- h) Huitième constat : Outre le concept de terroir social, les opérateurs ont élaboré et pratiqué une pédagogie de l'intérêt et ont décelé parmi les populations visées par les projets, des stratégies de déjouement. Le rôle défricheur en ce domaine de l'ENDA~GRAF doit être signalé.

Comme on l'a vu avec l'exemple des puisards dakarois, il s'avère que les individus et les groupes réagissent positivement à une proposition extérieure, s'ils y trouvent intérêt. La présence du besoin ne suffit pas. Pour des motifs analogues, ils pratiquent des stratégies de déjouement, de dérivation, de dédoublement, de brouillard pour se protéger des agressions extérieures, assurer leur propre sécurité ou absorber les apports extérieurs en fonction de mécanismes et de rationalités internes spécifiques. Ceci explique les malentendus, les "quipro-communications" entre intervenants et population. Le projet de développement devient un quiproquo !

- i) Neuvième constat : Pour parvenir aux buts recherchés tous les opérateurs ont médiatisé leurs actions. D'une part, au lieu d'intervenir directement, ils ont confié à des réseaux et personnes bien mieux situés qu'eux, le soin de remplir des tâches qu'ils auraient été bien incapables d'assurer, n'ayant pas le profil

ou le statut requis pour cela. Ainsi, des prêtres candomblé au Brésil, des réseaux néo-claniques à Dakar, d'un groupe de femmes à Edimbourg, etc

D'autre part, ils ont utilisés des médias matériels divers pour véhiculer les messages qui n'auraient pu être transmis ou reçus autrement. Ils ont donc démontré à leur propre niveau qu'il n'y avait de développement que médiatisé. Enfin, ils ont dans certains cas, bénéficié de l'intermédiation de forces invisibles, immatérielles, spirituelles, morales ou symboliques, seules capables d'émouvoir profondément et de débloquent des situations apparemment sans issue. Ils ont bien compris que réduire l'être humain à ses seuls besoins matériels conduisait à une impasse et qu'il convenait aussi de l'aborder avec sa dimension psychique et sa profondeur spirituelle.

- j) Dixième constat : Tous les opérateurs ont fait oeuvre innovatrice en forgeant avec les destinataires des supports d'expression, de communication, d'information et/ou de formation, adaptés donc opératoires. Supports et messages pédagogiques, communicationnels et culturels désormais classiques mais trop souvent délaissés, mal utilisés ou inadaptés (parce que trop chers, trop standardisés à partir d'une culture donnée, trop fragiles ou inappropriés).

Il est intéressant de noter que les jeux de rôles, les sociodrames, le théâtre ont été utilisés comme moyens de dédramatisation et de résolution de conflits parfois très durs entre acteurs concernés. De ce point de vue, et dans certaines conditions, la dramaturgie peut parfois utilement se substituer à la stratégie de projet, la première étant émotionnel-

lement et culturellement plus transformatrice que la seconde.

- k) Onzième constat : peu ou prou, toutes les ONG manifestent une propension à protéger et valoriser les ressources locales, matérielles, humaines et institutionnelles. Ainsi au plan matériel en est-il des matériaux locaux, de certaines productions et technologies traditionnelles, des ressources énergétiques et/ou non renouvelables. De même, au plan humain, s'efforcent-elles d'aider les populations à mieux se former, s'informer et s'organiser pour réaliser leurs propres projets et à mieux résister aux multiples agressions mettant en péril leur équilibre économique et social et leur culture. Enfin, au plan institutionnel, elles s'appuient sur les institutions traditionnelles ou tentent de revitaliser ce qui peut et mérite de l'être. En même temps, elles entretiennent autant que de besoin des relations de travail avec les institutions officielles de toute nature.

Il ne faudrait cependant pas trop idéaliser ni généraliser le constat. La réalité du terrain est souvent moins belle. Maintes ONG ont des pratiques parfois bien différentes de ce qu'elles affirment. De plus, le souci de préserver leur liberté d'action et de faire transiter les aides extérieures destinées aux populations par leur canal exclusif, les conduisent parfois à s'éloigner, voire tout ignorer, des politiques officielles de développement, même les plus pertinentes, et à travailler en vase clos, en dehors des autorités et structures locales ou régionales. Il y a là un problème, parfois délicat, de relations et de modalités d'articulation des activités, à définir entre ONG opératrices d'une part, pouvoirs locaux et structures d'intervention

technique, d'autre part. Par ailleurs, la dépendance quasi-totale en matière financière des bailleurs de fonds extérieurs force les ONG à prêter l'oreille aux idées et exigences des donateurs, lesquels appartiennent à d'autres cultures, plutôt qu'à la population concernée.

- 1) Douxième constat : tous les ONG, sans exception orientent leurs efforts vers les catégories sociales moins favorisées. Tantôt elles visent les exclus géo-sociaux (Kuruba indiens), ou les handicapés médico-sociaux (séro-positifs et sidaïques afro-brésiliens). Tantôt elles s'adressent préférentiellement aux cadets sociaux de populations rurales vivant dans des régions sahéliennes enclavées (Naam burkinabe) ou aux petits exploitants agricoles de sociétés agraires stratifiés en classes sociales (fellahin marocains des zones irriguées). Ou bien encore, il s'agit de citadins vivant dans des quartiers populaires soit périphériques, "informalisés", sous-développés (Dakar-Yoff), soit en crise sociale profonde (Gorgie/Dalry à Edimbourg). Mais ici non plus, il ne faudrait pas idéaliser et sombrer dans le piège de l'approche catégorielle et misérabiliste, prétendument qualifiée de "sociale". Cela reviendrait à projeter sur des socio-cultures globales, comportant une rationalité, une complexité, des différenciations qui leur sont propres, des schémas de représentation, peut-être valables ailleurs, mais dangereusement réducteurs de leur réalité.

- m) En conclusion

Dans les six situations spécifiques présentées, les actions des ONG s'inscrivent toutes dans des

processus de socialisation et d'inculturation, de médiatisation, d'expression et de communication, de recherche-action-formation et de pédagogie de l'intérêt, d'itération et de globalisation, de valorisation et de signification, de structuration du milieu au bénéfice, non exclusif, des moins favorisés, et, ajouterons-nous, d'évaluation-restitution.

Dans tous les cas, la dynamique culturelle locale est centrale. Elle est conçue non comme une "dimension" accessoire et encore moins comme un obstacle à contourner, mais comme la matrice d'alternatives au développement mimétique. Ce qui sous tend ces approches, ce n'est pas l'idéalisation d'une culture donnée ni la nostalgie d'un passé révolu d'ailleurs nullement idéal, mais la constatation qu'une communauté humaine ne peut s'épanouir sans trouver dans sa culture propre son fondement et sa dynamique.

Nous abordons bien évidemment la culture dans son sens large, anthropologique, et y identifions à des fins strictement pédagogiques et méthodologiques (car toutes les dimensions sont intimement liées) une dimension symbolique (religions, valeurs, archétypes, symboles), socio-politique (modes d'organisation et de résolution de conflits, chefferies, lignages, etc...) et technique (savoir-faire, outillage en matière agricole, artisanale, de santé, etc...). La culture ainsi définie a trois fonctions majeures. Primo, elle confère à toute communauté, l'indispensable estime de soi. Faute de respect et de confiance en soi, rien de positif et de créateur ne saurait être entrepris. Tout projet qui nie ou porte préjudice à cette estime de soi est donc de l'anti-développement. Secundo, la culture offre un mécanisme de sélection des apports extérieurs. Il ne s'agit pas de "conserver" une culture. Toute culture évolue, toute communauté hérite d'une culture et reçoit des éléments extérieurs qu'elle adapte. Cette adaptation

ne peut se faire qu'à partir d'opérations de sélection. Le drame du colonialisme et du développement mimétique est d'avoir nié cette capacité de sélection.

Tertio, toute culture est un dynamisme créateur de sens. C'est elle qui donne sens (signification et direction) à ce que l'homme entreprend, à ses luttes, au projet, à la terre, au travail, au temps, à la liberté... La culture est donc motrice de luttes sociales et d'engagements divers. Elle est matrice d'alternatives au développement qui relève, lui, d'une seule culture, celle de la modernité occidentale. Si celle-ci possède de grandes valeurs, elle ne saurait prétendre d'office à l'universalité.

Seule une approche dépouillée de tout ethnocentrisme permet d'envisager la "coopération au développement" de manière positive. Cela requiert respect, empathie, écoute attentive. C'est tout le contraire de l'arrogance techno-bureaucratique de "certains experts" ou "militants", ces nouveaux missionnaires, vecteurs de vérités soi-disant infaillibles, qui ont dans les années soixante pris la relève des anciens missionnaires (voir à ce sujet, le Document de Travail n° 13 de la Fondation pour le Progrès de l'Homme: "Avatars du modèle missionnaire", juin 1991, Paris).

DEUXIEME PARTIE ; PRISE EN COMPTE DE CES APPROCHES DECRITES
PAR LES GRANDES AGENCES DE DEVELOPPEMENT (A.D.)

I. CARACTERISTIQUES DES INTERVENTIONS DES GRANDES AGENCES DE
DEVELOPPEMENT

Sans prétendre faire oeuvre systématique ou originale, il est opportun de relever un certain nombre de caractéristiques communes à la plupart des interventions des grandes agences de développement internationales et/ou nationales. Les différences enregistrées entre celles-ci et celles des ONG à vocation plus socio-culturelle du type de celles signalées plus haut devraient servir de base à la définition de stratégies compensatoires ou alternatives, en tous cas d'approches mieux adaptées aux cultures locales. Les critères de caractérisation retenus sont les suivants :

- au niveau des structures : organisation, modes d'intervention, encadrement;
- au niveau des programmes et projets : perception, type, programmation.

a) Organisation des agences

Les grandes AD sont organisées de façon pyramidale sur une base à la fois sectorielle et géographique. Elles ont pour caractères dominants : la multiplicité de fonctions distinctes, plus ou moins coordonnées entre elles, la diversité de services hiérarchisés, relativement cloisonnés entre eux, la rigidité des circuits administratifs et financiers, la disponibilité de moyens naguère lourds et abondants mais en voie de réduction plus ou moins drastique, la complexité des procédures écrites, impersonnelles. Elles définissent une rationalité, une culture techno-bureaucratique, rébarbative, sinon incompréhensible pour des populations

rurales et urbaines, de civilisation orale, organisées autrement et vivant dans des cultures que, par contraste, nous appellerons éco-sociales, voire cosmo-sociales. Les individus étant ici indissociables des systèmes englobants d'appartenance : communauté, nature, cosmos. La techno-culture des unes parcellise, réifie, signale; l'éco-culture des autres globalise, spiritualise, signifie. La première est fonctionnaliste, la seconde, holistique.

b) Modes d'intervention des AD

Se référant aux projets de développement agricole réalisés dans les trois continents, Serge MICHAÏLOF dénonçait de façon critique et constructive les mythes véhiculés par "Les apprentis sorciers du développement" (Economica-ACCT, Paris 1984), destructeurs de leurs "agri-cultures". Mythes scientistes et technocratiques, vecteurs d'agronomismes déconnectés de leurs conditions réelles d'application et de technologies inappropriées. Mythes économistes et sociologiques de lutte contre la pauvreté rurale et le sous-développement par l'accumulation fondée sur de bas prix agricoles, par l'étatisation amont et aval forcenée de l'agriculture, par la coopératisation parachutée, voire forcée des paysanneries, par l'implantation coûteuse d'agro-industries ingérables, destructives de l'environnement.

Des démystifications analogues pourraient être opérées à propos des modes de développement urbain et industriel. L'une des raisons majeures des échecs des politiques, plans et projets de développement, réside dans l'insuffisance ou l'absence de prise en compte de l'environnement physique, des structures anthropologiques au plan économique-social et de la culture au sens large, spécifiques des sociétés considérées. Il est vrai que dans l'ensemble, la progression du culturel dans les consciences est relativement récente et succède à une

période où, au Sud comme au Nord, la mode était aux grands complexes industriels, aux grands aménagements ruraux et urbains, ceux-ci étant souvent perçus par les gouvernants et parfois par les gouvernés eux-mêmes, comme le signe d'accès à la modernité.

Tantôt, on a plaqué des schémas tout-faits, importés, correspondant à d'autres logiques, d'autres situations. Tantôt, des schémas valables dans leur conception ont capoté, les modalités de mise en oeuvre étant inappropriées. Par exemple, on a privilégié l'interventionnisme techno-économique "vertical descendant" au détriment de l'approche dialogique "horizontale à double sens" entre "développeurs" et "développés" et de l'expression populaire "verticale ascendante". Avec pour résultat un déficit de participation et d'information à la base, générateur de bien des déboires. Pour y remédier, on a fait appel en dernier recours à des méthodes d'approche anthropo-sociales. Elles n'ont pas toujours eu les effets escomptés, soit parce qu'insuffisamment opérationnelles, soit parce que réduites à un ensemble de techniques mécanistes relevant d'une cybernétique ou d'une ingénierie sociale.

Toutefois, l'introduction ou le renforcement du facteur humain qui s'est imposé aux grandes agences a permis des avancées sociologiques et méthodologiques incontestables : réorientation des politiques de développement dans une perspective plus intégrée, plus contractuelle, moins mono-productive; reconversion et formation des personnels dans une optique de polyvalence; mise en place d'unités d'animation-formation pratiquant avec plus ou moins de bonheur des méthodes d'éducation active, de groupe, déhiérarchisée, de terrain. Il s'agit maintenant de franchir un nouveau pas, décisif celui-ci, consistant à fonder les projets sur la base de l'univers socio-culturel des populations. C'est-à-dire, en partant de leur culture vivante dans leurs différents aspects

transversaux : matériels (techniques, outils, productions, etc), sociaux (lignages, chefferies, terroirs, pratiques, droit, comportements, etc), immatériels (valeurs, croyances, symboles, spiritualités, etc.) avec leurs logiques sous-jacentes. Ceci de manière à ouvrir de nouvelles voies ou manières de faire émerger des "modèles" de développement et d'aménagement d'autant plus vivants et signifiants qu'ils seraient l'oeuvre des acteurs in situ.

c) Encadrement des AD

Les grandes agences de développement sont composées de cadre et agents (techniques, gestionnaires, administratifs) dont la situation, les perspectives, motivations sont par nature différentes de celles des populations "encadrées". Ainsi les cadres moyens et supérieurs, salariés des structures d'intervention étatiques ou paraétatiques, bénéficient d'une rémunération en général nettement supérieure à celle des petits exploitants agricoles privés ou des micro-entrepreneurs indépendants de l'économie populaire urbaine dont les revenus sont beaucoup plus aléatoires. A la relative sécurisation des uns, renforcée s'ils sont fonctionnaires titularisés, s'oppose la précarisation des autres. Certes la différence entre les deux mondes n'est pas aussi tranchée qu'il y paraît. Elle tend même à s'atténuer sous l'effet conjugué des politiques d'ajustement structurel, des privatisations, des licenciements subséquents, le secteur informel se gonflant de travailleurs qualifiés ou non, voire de diplômés, venus des secteurs "modernes" publics ou privés.

Par ailleurs, les niveaux et modes d'expression d'information, d'éducation, de communication, tout concourt à créer une distance psycho-culturelle entre "développeurs" et "développés". Mais ici non plus, il

n'y a pas de fossé infranchissable entre deux cultures qui seraient de nature radicalement distincte : l'une élitiste, l'autre populaire. Tout d'abord, ce serait oublier que toute culture est historique, évolutive, et qu'en cette période de changements accélérés, la culture populaire d'aujourd'hui s'inspire souvent de la culture dominante d'hier. En bref, elle serait "la culture de l'enfance des chefs" (selon la formule de J.F. BAYART, dans "L'Etat en Afrique. La politique du ventre", Fayard, Paris 1989, 439 p.). Ensuite, ce serait faire fi des deux distorsions majeures dont sont victimes les cultures locales : la distorsion ethno-philosophique qui revient à gommer l'opposition, au sein d'une même culture, entre dominants et dominés; la distorsion développementaliste qui tend à faire des cultures populaires un simple instrument de réalisation de projets conçus par et pour les développeurs et exprimant dès lors un ordre différent de celui des développés.

d) Perception des projets et programmes de développement

Tout projet, programme ou plan de développement peut être envisagé de deux manières : soit comme mission à accomplir dans un espace-temps donné, soit, au contraire, comme recherche-action à effectuer en situation indéterminée. Le projet-mission est centré sur des activités planifiées; le projet-recherche est concentré autour d'hommes et de femmes au contact de situations-problèmes. Les grandes agences, même celles pratiquant assez systématiquement une forme de recherche-action participative (UNICEF notamment) perçoivent davantage les projets comme mission, alors que les ONG présentées ici ont tendance à privilégier les projets-recherches. L'ENDA-GRAF ayant fait des projets RAF son cheval de bataille porteur d'innovations méthodologiques et conceptuelles à notre avis déterminantes pour l'avenir. Le tableau qui suit fournit les caractéristiques détaillées des deux types de perception.

Deux manières de percevoir un projet

	Le projet comme une mission à accomplir	Le projet comme une situation de recherche
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> Réaliser le programme d'actions pour lesquels des moyens et un cadre de travail ont été déterminés. 	<ul style="list-style-type: none"> Accroître la capacité des acteurs à agir sur eux-mêmes, sur les choses et sur les institutions. Elargir la vision du monde où ils évoluent.
Nature des acteurs et de l'action	<ul style="list-style-type: none"> Les acteurs sont OPERATEURS ou ANIMATEURS d'opérations. L'action est exécution planifiée. 	<ul style="list-style-type: none"> Les acteurs sont des CHERCHEURS qui se forment et forment les autres au contact de situations-problèmes. L'action est hypothèse négociée.
Où va, d'où vient l'énergie ?	<ul style="list-style-type: none"> Les efforts sont centrés sur les ACTIVITÉS qui sont la raison d'être du projet. L'impulsion vient du projet. 	<ul style="list-style-type: none"> Les efforts se concentrent sur les HOMMES et les situations qu'ils créent. L'impulsion est nourrie par la richesse des situations de recherche et par le degré d'appropriation des acteurs villageois/urbains
Position vis-à-vis des problèmes	<ul style="list-style-type: none"> Problèmes = contraintes = obstacles. → Les problèmes sont à éliminer ou à neutraliser. 	<ul style="list-style-type: none"> Problèmes = ressources = possibilité de relance du travail = source d'enrichissement. → Les problèmes sont des ressources à exploiter ou valoriser.
Position vis-à-vis des déviations	<ul style="list-style-type: none"> Déviations = source d'angoisse. → Les déviations remettent en question la légitimité du plan d'action et de ses promoteurs. 	<ul style="list-style-type: none"> Déviations = possibilité d'innovations. → Les déviations sont considérées comme des résultats susceptibles d'enrichir le champ d'action.
Type de programmation	<ul style="list-style-type: none"> Programmation planifiée (ex ante). 	<ul style="list-style-type: none"> Programmation à rebours (ex post).

Source : La ressource humaine
ENDA, Dakar 1992, Tableau 33

e) Types de projets selon la place des populations

Les projets de développement et d'aménagement pratiqués par les grandes agences sont en général plus directifs que participatifs, plus productivistes qu'humanistes. En effet, la plupart des projets, même ceux dits "intégrés" répondent à une logique d'intervention extérieure de caractère technocratique. Les populations y sont davantage considérées comme facteurs de production que comme acteurs de leur propre devenir. Ainsi les actions de formation et de santé, lorsqu'elles sont prévues en accompagnement, constituent un moyen de gestion et de meilleure productivité de la force de travail au service du projet; elles n'ont pas pour but de valoriser les ressources humaines et les cultures locales en tant que telles. D'ailleurs ces actions sont budgétées, comptabilisées au chapitre "fonctionnement" quasi jamais au chapitre "investissement".

Quand bien même les projets et programmes de développement des A.D. se veulent participatifs, ils peuvent être de plusieurs types selon le rôle respectif joué par les deux partenaires principaux : de promotion au sens du "marketing", d'appui, de consultation. L'interventionnisme du projet décroît d'un type à l'autre; inversement le degré d'implication de la population va croissant.

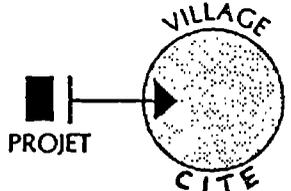
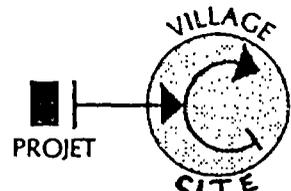
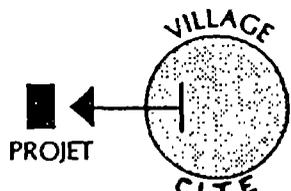
A priori, les projets promotionnels conçus à l'origine par les développeurs, sollicitent ensuite la participation des populations aux divers stades après avoir fait leur promotion. Ils risquent donc d'être utilitaristes, voire manipulateurs au plan socio culturel : les intervenants restent acteurs extérieurs et mènent le jeu en fonction de leurs propres normes, de leurs propres représentations, de leur propre logique de transfert.

Les projets d'appui participent davantage aux dynamiques socio-économiques et socio-culturelles locales pour les soutenir, les protéger ou les orienter : les intervenants sont ici co-acteurs avec les populations selon une logique d'auto-promotion et d'autonomisation suscitée.

Enfin, inversant le sens de la démarche "participative-clientéliste" des projets promotionnels, les projets de consultation répondent aux demandes jugées, à tort ou à raison, fondées, émanant des communautés de base ou des organisations populaires préexistantes : les intervenants sont des consultants-facilitateurs apportant leurs compétences et leur dynamisme au service des demandeurs. Dans la pratique, les projets mélangent plus ou moins les trois types avec une dominante selon les acteurs (AD ou ONG), les actions, les moments, les sites.

Le tableau ci-après résume bien les différences entre les trois types de projets. Il faut s'empressez d'ajouter ici que toutes les ONG, y compris celles qui manient le langage participatif, ne pratiquent pas pour autant l'appui ou la consultation. L'habit ne fait pas toujours le moine et les phénomènes de mode langagière peuvent être très trompeurs.

Types de projets et place des populations

	Projet promoteur	Projet d'appui	Structure consultante
Type d'intervention	 <p>Le projet sollicite la participation des populations pour réaliser son programme.</p>	 <p>Le projet participe aux dynamiques locales, éventuellement en les aidant à se réorienter ou à se restructurer.</p>	 <p>Le "projet" (la structure) répond à une demande de services émanant d'une communauté ou collectivité villageoise ou citadine.</p>
Origine de l'impulsion	Le projet est demandeur et crée la motivation.	Le projet entretient (ou "recharge") la motivation.	Le village est demandeur. La motivation dépend des seuls villageois/citadins.
Levier opérationnel	Sensibilisation et incitants pour enlever la "conviction" des populations et stimuler leur participation.	Animation pour accompagner la réflexion villageoise. Apport éventuel de ressources complémentaires. Facilitation pour développer la communication.	Cahier des charges. Disponibilité et compétence sont deux qualités exigées par les villageois/urbains demandeurs.
Définition des critères de réussite	Par le projet.	Par le projet et le village/quartier.	Par les villageois, maîtres d'œuvre des opérations.
Place des populations	Participation.	Cogestion de l'action (en interaction avec le projet).	Pilotage : l'action est le problème des villageois/citadins.
Place du projet	Direction de l'action (pilotage).	Participation du projet à plusieurs niveaux de l'action.	Intervention ponctuelle sur des domaines bien précis.
Programmation	ex ante (déterminée par le projet).	ex post (définie par le projet et le village/quartier).	ex ante (déterminée par le village/quartier).
Logique d'action	Transfert.	Autopromotion.	Adéquation de l'offre à une demande de services.

Source : La ressource humaine.
ENDA, Dakar 1992, Tableau 8

f) Programmation des projets et actions

Les grandes agences pratiquent une programmation planifiée ex-ante selon diverses méthodes allant de la programmation par activités ou postes (productions, équipements, bâtiments, formation, finances, etc) pour chaque période calendaire à celle du PERT ou du cheminement critique en passant maintenant par la méthode PIPO (Planification des interventions par objectif) mise au point par la USAID et la GTZ allemande. Dans tous les cas, l'action suit la programmation et doit en principe s'y conformer. Les objectifs fixés sont à réaliser dans les délais prévus, selon les normes indiquées, toute incertitude qui serait source d'angoisse pour les agents étant aussi réduite que possible.

Une telle approche rationnelle et prévisionnelle constitue pour le développeur un cadre incontestablement utile à son action appréhendée à partir de son propre point de vue. Mais elle ne correspond guère aux réalités fluctuantes des sites d'insertion. Sollicités par de multiples exigences quotidiennes imprévisibles avec précision, précarisés par des conditions d'insécurité matérielle, mûs par leur propre vécu culturel, insérés dans des rapports de force spécifiques, les "développés" agissent davantage au coup par coup, de façon apparemment erratique, par touches successives, selon les opportunités. Ils pratiquent en quelque sorte, et parviennent même parfois à obliger le développeur à pratiquer une programmation à rebours, ex-post. La programmation suit l'action. D'où la nécessité d'une approche constamment itérative, interactive et même "entitative" au sens du biologiste anglais R.W. GERARD (in "Views on general systems theory", Mesarovic ed. John Wiley Sons, New York 1964) repris par Yves BAREL, l'entitation étant un processus mi-intuitif, mi-réflexif, permettant de repérer sans trop de risques d'erreur, ni

analyse lourde, la présence de systèmes vivants avec leurs dynamismes, leurs cohérences, leurs rationalités (BAREL, "La reproduction sociale. Systèmes vivants : invariance et changement" Anthropos, Paris 1973, 552 p.).

Le tableau joint des deux manières de programmer un projet est explicite.

Deux manières d'envisager la programmation

	PROGRAMMATION PLANIFIEE "l'action suit la programmation"	PROGRAMMATION A REBOURS "la programmation suit l'action"
Définition	Construction logique qui vise à donner un sens aux activités en les situant dans un calendrier, en les pondérant les unes aux autres, au besoin en les hiérarchisant, en les positionnant par rapport à des objectifs à court et long terme.	Construction pragmatique qui vise à repérer le sens global des activités résultant de l'interaction OA/village, de manière à leur affecter les moyens les plus appropriés aux moments les plus opportuns.
Place des constats initiaux	Ils résultent d'enquêtes strictes et aboutissent à des programmes rigides conçus par l'OA, avec l'accord du village.	Ils sont les premières hypothèses que se donnent l'OA et le village.
Place de l'action	Le contenu et la forme des activités sont établis en détail, à l'avance, en relation étroite ou non avec les instances villageoises.	Le profil des activités est défini dans la foulée des dynamiques provoquées à l'interface OA/village : ce que ces activités déclenchent dans le village ou chez l'OA est déterminant.
Place des objectifs	Ils sont déterminés avant l'établissement des programmes; ils sont "souverains", ce sont les véritables tuteurs des réalités opérationnelles, il sous-tendent toute l'action.	Ils sont déterminés dans le feu de l'action, en réponse aux situations qu'elle suscite; ils constituent avant tout des hypothèses de travail susceptibles d'évoluer à tout moment.
Place des moyens	Condition sine qua non de l'action. Ils sont fixés préalablement selon des procédures formelles.	Ils sont évolutifs et varient en fonction des objectifs qu'ils soutiennent.
Ce qui détermine l'action	La volonté des programmeurs, c'est-à-dire l'OA, les villageois ou les deux en interaction.	Les situations provoquées par les actions.
Critères de réussite	Conformité des réalisations : délais respectés, moyens utilisés selon les normes budgétaires prévues, résultats attendus ...	Qualité, diversité, nouveauté des apprentissages dans la foulée des actions.
Place de l'imprévu	Une contrainte à gérer, l'idéal étant de l'éliminer entièrement du champ opérationnel.	Une ressource à exploiter pour saisir de nouvelles opportunités auxquelles on n'avait pas songé.
Place de l'incertitude	Source d'angoisse existentielle chez les agents de l'OA; il s'agit de la neutraliser.	Une des valeurs fondatrices de l'action : rien n'est définitivement vrai ni faux, la porte reste ouverte aux remises en cause.
Signification du plan	Ensemble d'opérations ou d'objectifs à réaliser, c'est l'ultime garde-fou du programme.	Ensemble d'hypothèses de travail à vérifier, leur contradiction peut être source d'innovations.

Source : La ressource humaine
ENDA, Dakar 1992, Tableau 32

Adapté de DE LEENER P., Mission AGCD d'appui au CNAD

g) En conclusion : un tableau indicatif des caractéristiques comparées des interventions des AD et des ONG

Il est permis de dresser un tableau de synthèse indicatif des caractéristiques, ou du moins des tendances principales des interventions des grandes AD, comparées à celles des ONG proches des populations et de leur socio-cultures.

Caractéristiques	AD	ONG
- organisation	. pyramidale . techno-bureaucratique	. horizontale . associative
- mode d'intervention	. technocratique . directif . fonctionnaliste	. humaniste . participatif . holistique
- encadrement	. salariat selon barème . sécurité et statut . fonctionnariat	. salariat + bénévolat . précarité relative . militance
- perception projets	. projets-mission . activités planifiées	. projets recherche-action . situations-problèmes
- types de projets	. technocratiques . autoritaires . promotionnels-clientélistes	. d'appui aux dynamiques populaires . dialogiques, concertés . de consultation à la demande des populations.
- programmation	. planifiée ex-ante . action suit programmat.	. à rebours, ex-post . programmat. suit action
- rapport social	. assistance . domination	. coopération . libération
- culture	. technocratique . bureaucratique	. éco-sociale . cosmo-sociale

II. ORIENTATIONS GENERALES PROPOSEES AUX GRANDES AGENCES DE DEVELOPPEMENT POUR PRENDRE EN COMPTE LES FACTEURS CULTURELS DANS LEURS INTERVENTIONS

1. Matrice culturelle de repère

Toute action, tout projet, programme ou plan de développement s'inscrit dans un champ culturel qui lui confère des significations variables selon les acteurs et les sites. Ce champ peut être représenté schématiquement comme un espace-temps de forme elliptique focalisé autour de deux pôles : idéal, matériel. Bipolarisation inspirée de l'ouvrage de l'anthropologue français Maurice GODELIER, précisément intitulé "L'idéal et le matériel" (Fayart, Paris 1985).

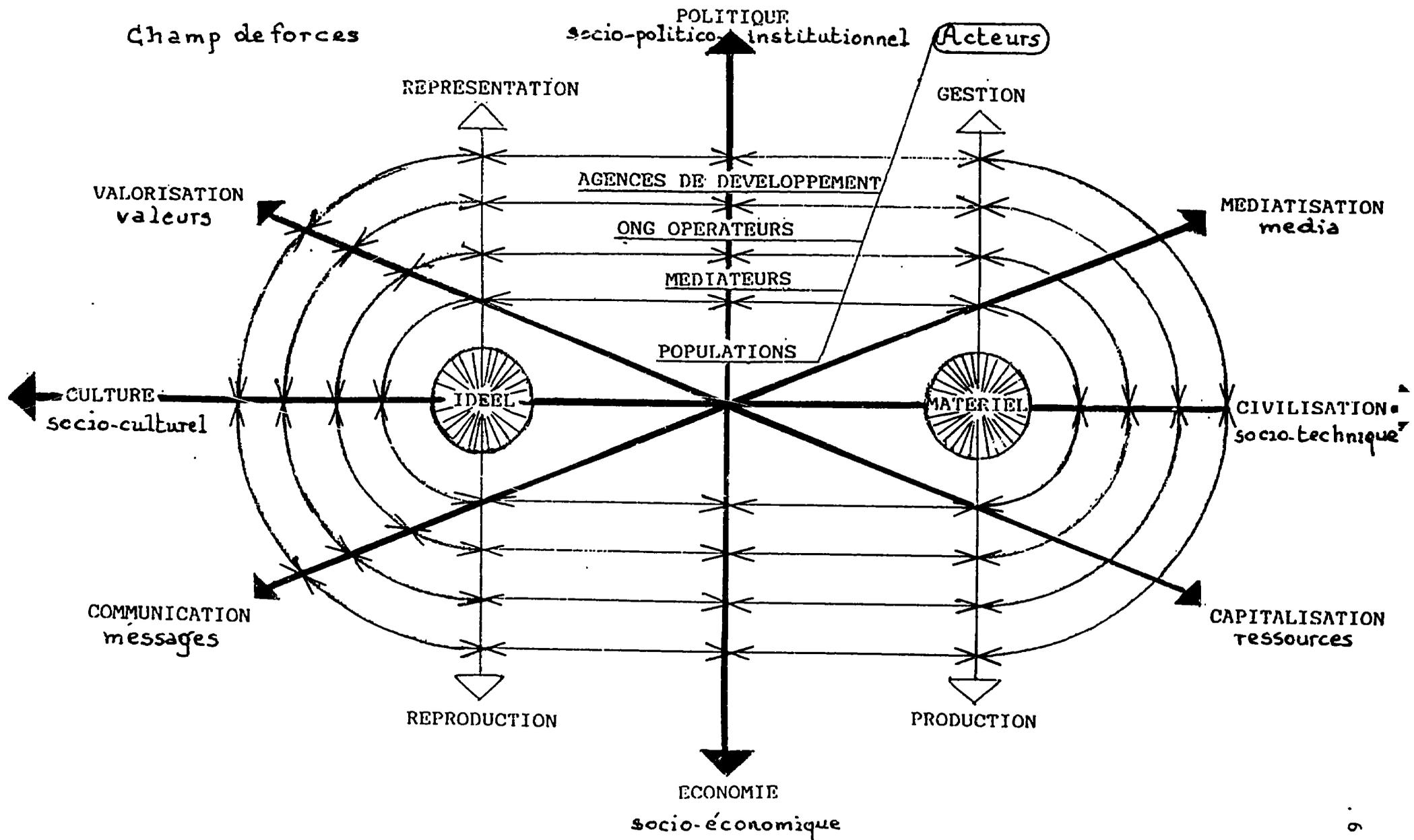
Les deux axes principaux de finalités, sont l'axe culturel/civilisationnel et l'axe politique/économique. Les deux focales dédoublant de part et d'autre l'axe vertical définissent des modes, tantôt de reproduction sociale à dominante idéale représentative, tantôt de production sociale à dominante matérielle gestionnaire.

Les diagonales de modalités portent sur des processus et moyens de médiatisation / communication et de capitalisation / valorisation : elles peuvent, à la manière des aiguilles d'une montre, pivoter autour de l'orthocentre et balayer le champ de l'ellipse jusqu'à coïncider avec les axes de pouvoirs.

Les acteurs socio-institutionnels retenus ici sont au nombre de quatre : les populations couvrant la plage centrale de l'ellipse; les agences de développement (AD), les ONG opératrices, les médiateurs sociaux, chacun d'eux occupant une couronne. Mais beaucoup d'autres acteurs, et non des moindres, co-existant dans la réalité, auraient pu être représentés, en particulier :

MATRICE CULTURELLE

Champs, forces et acteurs



Gouvernements, Autorités locales, Bailleurs de Fonds,
Entreprises Privées.

Il importe de comprendre qu'aucune des actions entreprises par ou vers chacun des acteurs socio-institutionnels et des micro-mondes qu'ils constituent ne peut échapper à la matrice culturelle et à la dynamique interactive de ses lignes de force. Ceci implique une mise en garde : non seulement, un projet de développement et donc, le concept de développement lui-même, n'est-il pas neutre, mais encore, le terrain d'élection ne l'est-il pas non plus. Toute intervention déclenche des réactions en chaîne où jouent l'ensemble des facteurs signalés ci-dessus, à telle enseigne qu'elle s'en trouvera inéluctablement transformée, déviée de sa trajectoire initiale. Cela explique les phénomènes de perversion de sens ou de phagocytage du projet trop souvent déplorés par les développeurs alors qu'ils sont généralement indicatifs d'une issue plus proche de la réalité vécue, des aspirations et attentes véritables des gens. Or c'est bien de cela qu'il s'agit. Les orientations et propositions qui suivent s'inscrivent dans la perspective d'une stratégie de développement alternatif à base de participation populaire et de défense des dominés.

2. Orientations générales proposées aux AD

2.1. Position du Réseau Sud-Nord Cultures et Développement

Les propositions qui suivent sont formulées à partir de la prise en compte de contraintes inhérentes aux grandes AD, de la rigidité relative de leur structure, de leurs logiques de fonctionnement et de leurs positions de pouvoir. Ces propositions constituent une position minimaliste qui ne peut être considérée que comme une étape dans la nécessaire évolution d'une approche interventionniste (projet promoteur) à une approche participative (projet d'appui) et, mieux encore, à une approche dite "consultante" (se reporter au schéma de la page 62). Cette dernière qui représente la position (maximaliste) du Réseau Cultures, présuppose un contexte moins rigide, moins bureaucratique, plus ouvert à la vie des communautés humaines, y inclus leurs projets de développement. Le projet-consultation est considéré comme plus efficace car il se base sur les stratégies de survie et les quêtes de sens enracinées dans la culture et l'histoire des populations concernées. Cette approche est apparue clairement dans les pages précédentes (pp. 40 et suiv.).

L'expérience de nos ONG-membres et des innombrables projets que nous avons étudiés nous ont conduit à une réflexion qui s'est structurée de colloques en ateliers. Le cheminement peut être reconstitué à la lecture de la revue du Réseau Cultures : "Cultures et Développement Quid Pro Quo". En particulier au vol. I, nos 1 et 2 où sont consignés les fondements de notre réflexion sur "Les alternatives à la culture du développement" et "L'impensé des économistes" (article de Hassan ZAOUAL, n° 2). Les approches propres à l'ICRA/FEDINA en Inde se trouvent évoquées au vol. II, n° 5/6 et au vol. III, n° 8/9. Celles propres à ENDA-GRAF au vol. II, n° 5/6, vol. III n° 8/9 et vol. III n° 12. La méthode d'analyse

culturelle se confondant avec des "projets de développement" sont décrites dans le numéro spécial vol. III, n° 10/11 puis au n° 13 de la revue (se reporter en particulier aux "Regards méthodologiques" de H. ZAOUAL, D. PERROT, D. STEPHENS et aux apports de S. LATOUCHE, G. RIST, E. SIZOO, T. VERHELST, R. CHAMBERS, P. SHAH. Les conclusions générales se trouvent explicitées sous les titres "L'analyse culturelle des pratiques locales : boîtes noires ou boîtes à outils ?", "Vers la compréhension du sens implicite ..." et "La complexité des sites". Enfin, l'approche générale se trouve abordée également dans "De Lomé III à Lomé IV : une avancée culturelle" (Joseph KI-ZERBO et Edith SIZOO), dans "La coopération au développement : un jeu de masques" d'Edith SIZOO, et dans le livre de T. VERHELST "Des racines pour vivre. Sud-Nord: identités culturelles et développement" (Ed. Duculot, Gembloux-Paris, 1987).

2.2. Pour de nouvelles orientations des politiques et projets des grandes A.D.

Champs et rapports de force entre dominants et dominés

Sans entrer dans un débat académique ou dans une vaine polémique, force est de constater que, partout, le champ social et culturel est traversé de forces multiples agissant en sens divers, dessinant des rapports d'inégalité aux contours et visages fluctuants selon les situations, les acteurs. Aucune entité du corps social n'est épargnée par le phénomène. Pas plus les AD que les ONG ou les "communautés locales". Par définition, les grandes AD, et donc leurs interventions, se situent dans un champ de forces sociales, économiques, politiques et culturelles qui n'est pas neutre. Pour faire bref, les AD se situent qu'on le veuille ou non, dans le champ de l'establishment mondial et/ou inter-national dominant. Alors que, dans leur immense majorité, les populations

(rurales, urbaines, etc.) se trouvent globalement dans le camp des dominés.

Certes, la réalité est beaucoup plus nuancée, dans la mesure où les rapports dominants/dominés traversent toutes les entités socio-culturelles et socio-institutionnelles et où les AD recèlent des individus qui sont parfaitement conscients de ces rapports de force et engagés à les rendre moins pesants. Ce qui rend d'ailleurs beaucoup plus complexe, indécis, subtil le jeu des relations, des alliances et contre-alliances, des intermédiations entre acteurs. Reste que la prise en compte des communautés de base avec leurs intérêts et leur culture, pose aux grands A.D. un dilemme : comment les populations, dominées, vont-elles réagir ? Vont-elles réagir positivement ?

Si l'A.D. est réellement décidée à prendre en compte les cultures locales, elle ne pourra aboutir que si elle pratique une approche "adaptée", sur mesure et modulée au plus proche des spécificités culturelles et autres. Or les grandes AD travaillent avec des normes, des règles, des techniques plus ou moins standardisées et subissent, elles aussi des contraintes de tous ordres qui pèsent lourdement sur leur fonctionnement et par conséquent sur leurs actions et sur les agents qui les conduisent. En tout état de cause, il leur est difficile, voire impossible, de nouer des actions à la base qui soient véritablement participantes et respectueuses des particularités culturelles locales. D'ailleurs, il n'entre pas dans la vocation des grandes institutions d'entrer dans l'infini foisonnement du vécu quotidien des populations locales. Ce serait excessivement coûteux et dangereux, comme le montrent toutes les entreprises de type totalitaire.

En revanche, prendre conscience de la distance et de la différence existant entre AD et populations, de même

qu'entre autorités centrales et communautés locales, entre gouvernants et gouvernés, entre société dite politique et société dite civile, est peut-être la meilleure manière de progresser dans le bon sens. Ceci pose le problème de la médiation, donc de la répartition des tâches, fonctions, moyens et responsabilités entre les différents acteurs concernés, en particulier entre grandes AD et ONG. Celles-ci étant reconnues comme partenaires égales en droits et compétences par delà leurs différences et leur situation respectives.

Ne baignant pas dans le même univers socio-culturel que les populations, n'appartenant pas aux mêmes sites qu'elles, mal profilées pour le travail participatif à la base, les grandes AD sont obligées de sous-traiter tout ou partie des actions et projets avec des ONG bien mieux placées qu'elles pour cela. C'est d'ailleurs souvent aux ONG que revient l'initiative des actions innovatrices. D'où, une division internationale du travail de coopération au développement par niveaux, fonctions et compétences : aux AD, les responsabilités de cadrage général, des chantiers d'infrastructures lourdes et de remodelage macro-institutionnel (institution building); aux ONG, celles de recherche-action-formation aux niveaux de base et local. Avec bien sûr, des interactions et des collaborations multiples inter-sites, inter-niveaux (micro-méso-macro-mega). Mêmes causes, mêmes effets : les ONG elles-mêmes sont conduites à médiatiser leurs actions, comme le démontre avec évidence l'expérience de l'ISER au Brésil, lequel a dû passer par le réseau des prêtres et guérisseurs du culte candomblé ainsi que par les réseaux hospitaliers et de recherche médicale officiels et privés, pour mener sa campagne de lutte contre le Sida.

Il a paru nécessaire de développer assez longuement cet impératif de médiatisation en raison de son importance tactique et stratégique au plan socio-culturel

et politico-institutionnel. En particulier, il conviendra d'établir à partir de l'existant, le répertoire des ONG les plus compétentes, fiables et susceptibles d'assumer des sous-traitances en connaissance de cause, et d'assurer son actualisation permanente.

Il convient ici de rappeler que les ONG du Nord voient d'un mauvais oeil ce rapport direct entre grandes AG et ONG locales dans le Sud. S'il n'y avait là que réflexe visant à conserver une "chasse gardée" et à exiger, à des fins lucratives, le monopole des relations avec les ONG du Sud, cette réticence ne mériterait ni attention, ni estime. Toutefois, un argument valable intervient dans le discours des ONG du Nord : elles ne se limitent pas à financer ou appuyer des projets; elles assurent aussi l'information et la sensibilisation du grand public occidental sur les rapports Nord-Sud et sur les réalités locales des Tiers-Mondes. Cet argument est important et il convient de le garder à l'esprit.

Une des revendications principales des partenaires du Sud est précisément de voir présentées correctement les procédures de développement, c'est-à-dire en écartant les réflexes paternalistes qu'entraîne une image misérabiliste, et en démontant les mécanismes économiques et financiers locaux et mondiaux qui entravent les efforts des populations du Sud. Les grandes A.D. pourront-elles et accepteront-elles de s'acquitter de cette tâche avec la liberté de parole et d'action souhaitable ?

Les projets promotionnels et la prise en compte des cultures locales

Huit orientations interdépendantes paraissent devoir et pouvoir être suivies par la plupart des grandes agences de développement, en matière de prise en compte des facteurs culturels dans leurs interventions. Ces huit orientations s'inscrivent toutes dans la matrice culturelle proposée au point précédent. Elles constituent un premier pas dans l'évolution évoquée au point 2-1, p. 70 ci-dessus.

Orientations stratégiques

Les quatre premières orientations sont fondamentales au plan socio-culturel, socio-politique, socio-technique et socio-économique, elles portent sur les objectifs. Elles peuvent se définir comme suit :

- 1° Intégration-articulation réciproque des projets de développement avec les cultures locales et des facteurs culturels avec les projets et politiques des AD.
- 2° Appropriation par les populations des conditions matérielles et immatérielles de l'autonomie individuelle et collective (maîtrise accrue des techniques, des moyens, des savoir-faire, de l'environnement, des marchés, etc).
- 3° Socialisation des projets et actions de développement par leur immersion dans la réalité socio-économique vécue par les populations.
- 4° Formation-action des acteurs en situation.

Intégration, appropriation, socialisation, formation : quatre orientations stratégiques inscrites dans des processus longs et complexes.

. Orientations tactiques

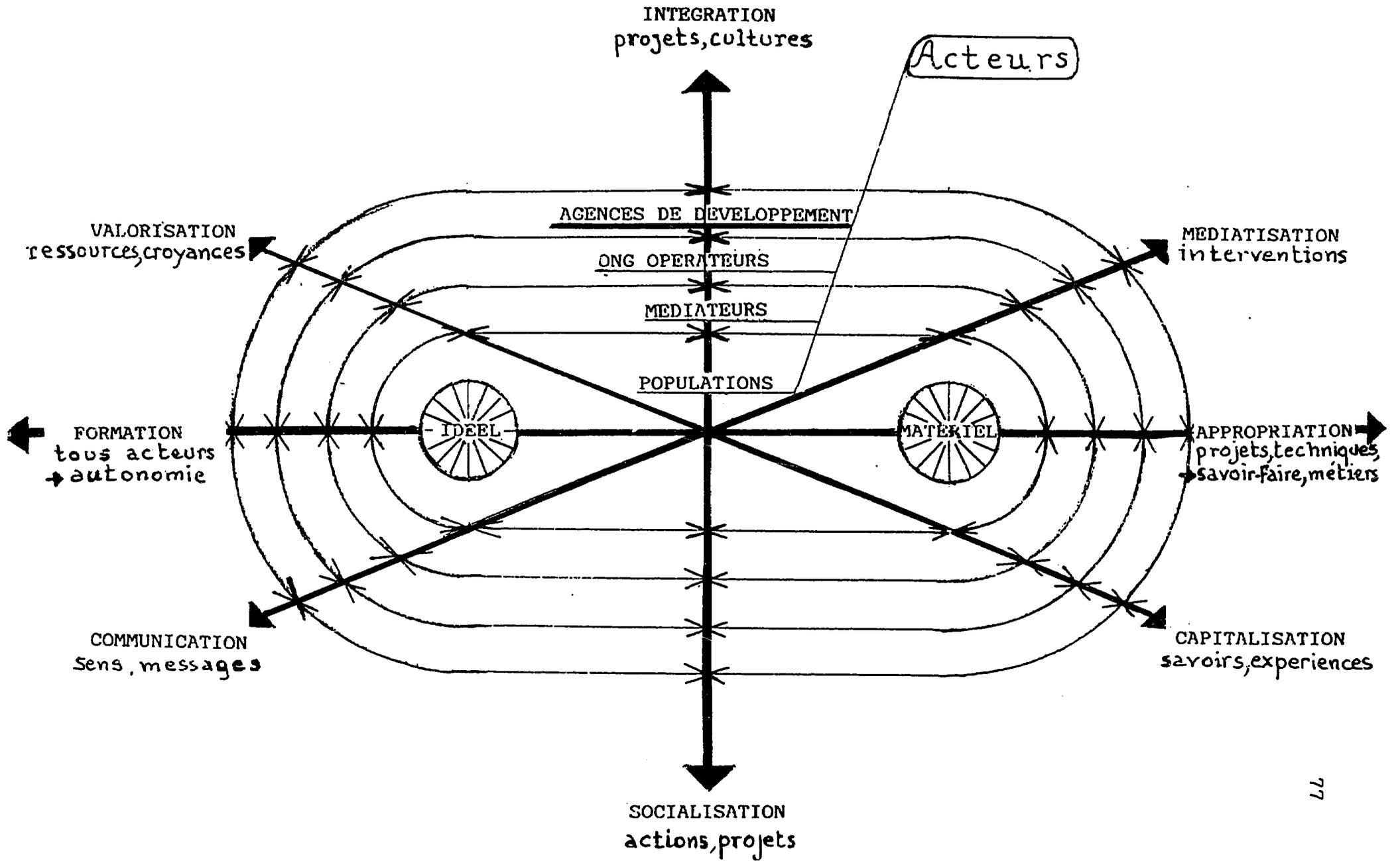
Ces quatre autres orientations ont un caractère plus instrumental et méthodologique; elles portent davantage sur les moyens et modalités. Elles se définissent en termes de :

- 5° Médiatisation des interventions de développement.
- 6° Capitalisation (et restitution) des savoirs, résultats des projets et actions, des modes de réalisation, etc.
- 7° Communication entre les acteurs et les sites d'appartenance.
- 8° Valorisation des ressources culturelles locales tant techniques qu'organisationnelles et symboliques (voir définition plus haut).

Médiatisation, capitalisation, communication, valorisation : quatre orientations tactiques impliquant des procédures et mécanismes spécifiques à chaque site.

Ces huit orientations générales retenues pour l'instant à titre indicatif, sont synthétisées dans le schéma ci-après.

SCHEMA GENERAL D'ORIENTATION SOCIO-CULTURELLE DES ACTIONS
DES AGENCES DE DEVELOPPEMENT



a) Intégrer ou du moins articuler cultures et développement

L'action des AD en ce domaine devrait s'exercer sur les deux plans suivants : politico-institutionnel, environnemental.

1° Intégration institutionnelle

Il est important que les grandes agences fournissent à tous niveaux une formulation illuminante de la culture et de leur démarche culturelle. Formulation qui se traduirait par l'obligation d'introduire dans toute convention, sous-traitance, dans tous contrats et termes de référence de programmes ou projets de développement une clause relative à l'importance essentielle de la culture et subordonnant leur financement à la présence effective d'un "volet" culturel explicite. De ce point de vue, la dernière convention de Lomé signée entre les pays ACP et les pays de la CEE, consacre une avancée notable, quant à la doctrine du moins, dans la prise en compte de la culture dans les politiques de développement et de financement des projets.

Afin d'éviter la marginalisation des aspects culturels au stade opérationnel, il sera nécessaire que toute intervention définisse au préalable les rapports entre facteurs culturels et objectifs du projet. Pareille définition éclairante pour tous favoriserait la prise en compte des facteurs culturels dans le travail de chacun. En particulier, il conviendrait de confier la responsabilité des tâches plus spécifiquement liées à la culture à l'unité opérationnelle la mieux placée pour cela. La plupart des grandes AD comportent une unité organique et fonctionnelle de formation qui paraît être la structure d'accueil la mieux appropriée pour

l'exercice de cette délicate responsabilité. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si plusieurs administrations ou Ministères conjuguent les fonctions formation et culture (ex. de la DG VIII de la CCE).

2° Intégration environnementale sur le terrain

Partant de l'hypothèse qu'un projet pour être viable doit au minimum respecter la culture vivante des populations et s'y insérer, et mieux encore, y trouver localement son origine ou son orientation majeure, il apparaît qu'en plus d'une bonne connaissance des situations socio-économiques, technologiques, écologiques, culturelles et anthropologiques de départ, acquérables par la valorisation des nombreux travaux de recherche et rapports d'expert qui dorment dans les bureaux, tout projet devrait débiter par une phase de consultation des différents acteurs concernés. Ceci pourrait se faire autour d'une esquisse de projet comportant éventuellement plusieurs scénarii, à l'appui de moyens ad hoc (dramaturgie, théâtre, socio-drames, jeux de rôles, événements déclencheurs, etc). L'approche permettrait d'engendrer le projet à partir d'une dynamique globale, dans les sites socio-culturels de l'environnement local. Elle permettrait de s'éloigner de l'approche promotionnelle décrite plus haut et de favoriser les approches dites d'appui et de consultation.

b) Faciliter l'appropriation des conditions matérielles et immatérielles de l'autonomie et de l'identité culturelles

Les projets auront pour soucis permanent d'aider les populations à préserver au mieux de leurs intérêts les ressources et facteurs matériels et immatériels qui méritent de l'être, ceci après examen sérieux avec elles.

Les notions de self-reliance et d'endogénéisation politiques, économiques et culturelles traduisent bien cette double exigence d'appropriation et d'autonomisation. En bref, il importe de favoriser d'une part, la maîtrise populaire optimale des conditions matérielles, techniques et socio-économiques de leur environnement (voir expériences de la FEDINA chez les Kurubas du Mysore ou de l'oléiculture marocaine), et d'autre part, leurs modes d'organisation socio-politique et bien évidemment, leur universel idéal, symbolique, religieux.

c) Socialiser et inculturer les actions et projets

Pour la catégorie de projets des AD qui relèvent encore du "promotionnel" (voir typologie établie ci-dessus) et, sous peine d'être en décalage avec les populations et la mouvance socio-culturelle dans laquelle elles pensent, vivent, agissent et réagissent, les grandes agences de développement et leurs personnels auront à coeur d'inscrire leurs actions et projets dans les terroirs et réseaux sociaux existants et de les laisser réorienter par eux. Pour les autres projets de caractère plus participatif, il s'agira de faire connaître et partager par le maximum d'acteurs les leçons des expériences et actions de développement à la base les plus significatives. Leurs aspects positifs devront être évoqués pour les renforcer, et leurs aspects négatifs pour en tirer les enseignements utiles pour l'avenir (pédagogie sociale de l'erreur).

Dans tous les cas, les cadres et agents des agences intervenantes auront à se situer, en tant qu'acteurs, dans et par rapport aux terroirs, réseaux et expériences en question. Et ils seront conduits sous la pression des faits à effectuer à titre professionnel, personnel et institutionnel, leur auto-analyse de manière à modifier regards, attitudes et méthodes dans le sens d'un plus

grand respect des cultures locales et d'une approche socio-économique plus compréhensive, moins exclusive des plus démunis. Cela relève d'un devoir à la fois scientifique et éthique. A cet égard, le Réseau Cultures est en train d'élaborer un "Code de conduite" en matière de développement (voir notamment Cultures et Développement, Vol. III n° 12), lequel a déjà été soumis dans une première version à un département de l'agence finlandaise FINNIDA d'Helsinki.

d) Former les acteurs, en particulier les populations

La formation dont il est question ici concerne essentiellement toutes les formations de type non formel liées aux projets et actions. Formations-actions de caractère aussi participatif et communautaire que possible et destinées à des publics variés - aussi bien cadres et agents d'intervention que populations - en fonction des besoins et demandes. Parmi les thèmes et contenus, une attention toute particulière sera accordée à l'approche culturelle et inter-culturelle. A cet égard, on consultera utilement l'ouvrage de Dominique DESJEUX "Le sens de l'autre" (UNESCO, Paris 1992) dont les suggestions en matière de formation culturelle sont pertinentes. Bien entendu, l'accent mis sur l'éducation non formelle n'exclut nullement le recours à des formations longues et formelles là où le besoin s'en fait sentir.

e) Médiatiser les interventions des AD et ONG

Toute intervention, toute action devrait être, à de multiples niveaux, médiatisée par des intermédiaires de qualité diverse, par des réseaux médiateurs ainsi que par des média de nature variable. De même que toute information, tout message est véhiculé par des réseaux

sociaux ou physiques. Il convient de les identifier et de les utiliser de façon à rendre l'action culturellement aussi signifiante que possible. Il faudrait même préconiser une médiatisation systématique des projets, les AD, voire même les ONG promotrices et/ou opératrices, n'étant guère en mesure d'intervenir directement auprès des populations concernées.

f) Capitaliser les expériences positives et négatives pour en restituer les résultats

Il s'agit en l'occurrence de capitaliser les expériences positives et négatives, avec leurs résultats probants ou dissuasifs, avec leurs conditions et modalités de réalisation, leur cheminement, leurs méthodes, supports et outils. Un réseau interactif de petits centres, ou mieux de foyers de capitalisation pourrait ainsi s'étendre à partir, et jusque dans les villages et quartiers qui en sont bien dépourvus. Outre leur fonction de banque de données et de magasin de rangement d'outils, ces foyers auraient également un rôle de diffusion d'informations auprès de publics divers. Ils auraient enfin une fonction de formation-recherche pratique en situation (voir projet écossais). Ils constitueraient du même coup des lieux, des occasions de rencontre et d'animations culturelles.

g) Communiquer avec les autres et organiser la circulation de l'information

Le champ de la communication sociale et culturelle est très vaste. Il concerne aussi bien l'expression corporelle que la communication linguistique, iconique ou musicale, le dit ou le non-dit, le visible et l'invisible, la communication avec les vivants et les morts s'établissant par vibrations et esprits interposés.

L'exemple burkinabé montre bien l'importance du dialogue avec les mânes des ancêtres pour obtenir leur aval pour la construction du barrage, et ainsi rétablir dans les consciences un équilibre et une sérénité qui risqueraient à défaut de se rompre.

Il importe donc de connaître les modes, circuits et lieux de communication, et de les utiliser à bon escient, en évitant au maximum les effets réducteurs et déformants des messages transmis. La confection des messages suppose une pratique aguerrie et une excellente connaissance du milieu, comme le révèle la remarquable affiche relative à la commercialisation des olives au Maroc à tous égards significative y compris au plan de la symbolique arabo-musulmane du chiffre cinq.

Enfin, la maîtrise de la communication est l'une des clés de l'adéquation et du bon aboutissement des projets. De fait, l'un des problèmes qui fait obstacle au développement est celui de la mauvaise circulation de l'information entre les acteurs ainsi que des interprétations erronées qu'ils en font (problème de codage et de décodage). Il y a donc lieu de l'organiser au mieux, en assurant des transferts éducatifs et informatifs verticaux et horizontaux entre acteurs. en particulier, au flux (re)montant des informations et demandes émanant de la base vers le sommet, à décoder correctement, devra correspondre un flux (re)descendant de formations, de réponses, de messages et d'intrants adaptés.

h) Valoriser les ressources et cultures locales

Par facilité, mimétisme ou sous l'effet de pressions diverses les ressources et cultures locales sont en général reléguées au second rang ou mises en péril par les projets dits de développement. Surtout par les

projets lourds qui trop souvent ignorent les valeurs et croyances locales, et dénigrent les petits moyens internes à ras de terre aisément maîtrisables par les populations. Au lieu d'initiatives locales intégrant, valorisant, des apports extérieurs, ce sont contrairement les impulsions externes qui recherchent la participation locale. La logique d'une assistance externe, déformatrice, démobilisatrice et déculturante tend à l'emporter sur la logique d'une entreprise autocentrée et autonomisante.

Il est en conséquence essentiel pour tout projet, toute AD ou ONG de valoriser les ressources locales (humaines, culturelles, institutionnelles, technologiques, matérielles). En particulier, il existe quantité de personnes-ressources disposant de savoirs, d'aptitudes, de relations, d'influences, d'un imaginaire créatif, qui ne demanderaient qu'à être entendues, sollicitées, mobilisées, valorisées. Libérer, valoriser, "dés-envelopper" les initiatives locales par des moyens appropriés, notamment socio-éducatifs et socio-culturels, tel devrait être le souci majeur de toute intervention de développement. De même, certaines valeurs ou pratiques demanderaient à être protégées, confortées dans le cadre d'actions de rénovation et de changement assumé de l'intérieur. A cet égard, les actions de revitalisation des pratiques culturelles et des productions locales initiées par la FEDINA auprès des Kuruba, du Sud-Est indien sont prometteuses. De même, l'expérience des Naam et Ton burkinabe comme celle des groupements sociaux de Dakar-Yoff, ont permis de valoriser les ressources, de développer les potentialités locales, sans abîmer davantage un univers déjà bien éprouvé par les vicissitudes de l'histoire et par un développement insensible au facteur culturel.

Cette question de valorisation est à ce point importante qu'il convient d'introduire dans les règles

internes mais plus encore dans les mentalités et les réflexes de chacun la notion de charge de la preuve en matière culturelle. Il incombe en effet à tout fonctionnaire comme à toute institution de prouver que son projet a pris en compte la culture locale et l'a valorisé dans ses dimensions symboliques, techniques et organisationnelles. Au cas où le promoteur du projet estimerait ne pas pouvoir ou devoir prendre en compte ou valoriser un élément de la culture locale (le lignage, le savoir-faire agricole, etc), il lui incombe d'en apporter la preuve. Cette conclusion peut être parfaitement raisonnable, mais elle ne doit jamais être acceptée a priori sans examen approfondi.

A tout moment, il faudra songer au caractère potentiellement destructeur et sous-développant d'un projet qui nie ou agresse la culture locale. Par exemple, pourquoi n'avoir pas travaillé avec les tradipraticiens dans un projet de santé publique ? Pourquoi n'avoir pas fondé le groupement précoopératif sur les tontines ou les formes d'organisation du travail de type égalitaire ? Cependant, comment traduire en contraintes et procédures institutionnelles cette exigence ? Il y a certes, dans un instrument international comme les conventions de Lomé III et IV, une obligation de prise en compte de la culture dans la coopération et l'aide au développement. Mais quels mécanismes juridiques pourraient en assurer la sanction ? Le problème est posé. Le droit de l'écologie a inventé des obligations nouvelles comme celle du "pollueur payeur". Qu'en est-il du droit à l'intégrité culturelle ? Au plan de la déontologie professionnelle, il y aurait ici également matière à élaboration d'un code de conduite destiné aux cadres et agents de chaque AD ainsi qu'aux experts et consultants extérieurs, code qui édicterait des règles contraignantes de respect de l'intégrité culturelle des populations concernées.

On notera toutefois que la valorisation des ressources internes n'exclut en rien le recours aux apports extérieurs, notamment à ceux provenant des projets et aides (ONG, AD nationales et internationales). Pour autant bien sûr que ce recours soit l'affaire des populations intéressées. Les apports extérieurs doivent être adaptés, assimilés par elles au fil d'un véritable processus "d'in-culturation" (T. VERHELST, "Des racines pour vivre", Edit. Duculot, Gembloux-Paris 1987) ou de "transculturation". Le vrai sous-développement d'une communauté se caractérise en effet par l'affaiblissement de sa capacité de choisir sa propre voie et d'effectuer en toute liberté et connaissance de cause une sélection entre les apports extérieurs et les ressources internes, afin d'en faire une synthèse qui lui soit propre et riche de sens.

III. MANIERES DE FAIRE DES CADRES ET AGENTS DES AD AUX DIFFERENTS MOMENTS OU PHASES DE LA VIE D'UN PROJET

On envisagera ici quatre phases dans le cheminement des projets et actions de développement des grandes AD, de type promotionnel : identification, élaboration, réalisation, évaluation. Ces phases habituellement distinctes ne se succèdent pas forcément dans un ordre immuable : elles peuvent se chevaucher et se répéter en cours de route en raison de processus correctifs, itératifs, rétro, pro ou inter-actifs mentionnés ci-dessus. On se limitera ici aux aspects socio-culturels et socio-éducatifs, ceux-ci étant au centre de notre propos.

1. Identification sur le terrain

a) Re-connaître la matrice culturelle des populations concernées

En ce domaine, il n'y a ni recette applicable en tous sites, ni boîte à outils universelle. Puisque la réalité sociale est holiste, elle ne peut être appréhendée de manière mécaniste. La sociologie et l'économie classiques comme toutes les disciplines relevant du paradigme mécaniste se trouvent ainsi disqualifiées. La part spécifique de toute culture, irréductible à toute approche standardisée, est à rechercher sans cesse dans la matrice culturelle des sociétés concernées.'

Cette matrice comporte des invariants sur longue durée et des variables conjoncturelles. La connaissance de chaque société et site particulier nécessitera une étude préalable fondée sur les sources d'information existantes, les observations de terrain et des entretiens avec les personnes-ressources. On se basera notamment sur les travaux et dire des anthropologues chercheurs de terrain,

lesquels opérant en profondeur dans la longue durée et en connivence étroite avec les populations (mais mieux vaut s'en assurer !), sont souvent les seuls à même de fournir les clés de la "boîte noire" culturelle. Les résultats de ces travaux permettent de recouper, compléter ou confirmer ceux plus superficiels des approches du type Participatory Rural Appraisal mise au point par CHAMBERS et SHAH, chercheurs à l'Institute of Development Sciences du Sussex et de compléter les apports provenant de la méthode PIPO ou des grilles d'analyse de la DG VIII de la CCE.

Il convient par ailleurs de se méfier de la sociologie spontanée dont P. BOURDIEU a dénoncé les trois principaux dangers :

- (a) l'absence de distanciation du chercheur à l'égard de la population observée comportant un risque de réduction des instruments et méthodes des sciences sociales à des catégories du sens commun;
- (b) l'importance accordée à l'action intentionnelle, consciente, volontaire des acteurs - développeurs comme développés - entraînant les premiers à une vision excessivement "sociologiste" des groupes cibles et à une évacuation des motivations et pratiques implicites des uns et des autres;
- (c) l'intérêt porté par les experts et développeurs au temps court sous le prétexte d'urgence, d'opérationnalité ou de respect des calendriers prévus.

Enfin, il importe de procéder à une analyse sémiologique des sites débouchant sur un repérage des signes, voire d'un inventaire descriptif et explicatif des signes et indicateurs les plus

révélateurs de la culture et des significations données aux actions de développement ainsi qu'aux changements de toute nature affectant la vie et la culture des intéressés.

b) Identifier les espaces-temps socio-culturels pour s'y insérer

Il s'agit en l'occurrence d'identifier avec l'aide de la population locale les terroirs et réseaux sociaux et culturels avec leurs sites et leurs horloges spécifiques. En particulier, on localisera les sites de conception, de négociation, de décision, de participation et/ou de contestation des actions - celles issues du milieu comme du projet - pour y favoriser l'interaction culturelle. De même, on se mettra au rythme des horloges et calendriers culturels et naturels locaux.

Une attention particulière sera accordée au repérage des champs et circuits de communication sociale et culturelle. Ceci pourrait permettre de découvrir les voies et modes populaires d'échanges de messages et d'informations pour forger ensuite avec les intéressés les outils de communication les mieux appropriés. L'exemple du projet brésilien de lutte contre le Sida est à cet égard hautement démonstratif. Toutefois, la déontologie exige d'éviter tout voyeurisme. Ces efforts d'investigation ne peuvent être déployés qu'avec l'aide et l'assentiment des intéressés, ceux-ci devant toujours être mis en position de juger de leur bien-fondé faute de quoi on aboutirait à de la manipulation et au viol culturel.

c) Identifier et analyser les problèmes, besoins et intérêts dominants des populations

Il importe d'aborder une situation nouvelle sans a priori, sous un angle aussi positif que possible par un constat de ce qui est bien et digne d'appui avant de passer aux aspects critiques et problématiques. Cette attitude positive favorise la confiance et la coopération des acteurs. De même, il importe de déceler les intérêts et motivations de chacun des partenaires, de manière à définir des zones d'intérêts communs tout en repérant les lieux de conflits éventuels. Au départ donc, regard objectif, positif et intéressé qui n'exclut nullement le recours simultané aux approches besoins-potentialités et problèmes-solutions. A cet égard, la méthode de Planification des Interventions Par Objectifs, dite PIPO (en anglais "Logical Framework Analysis") élaborée par la USAID et la GTZ allemande et qui tend à se généraliser dans plusieurs grandes agences de développement (AGCD belge, BIRD, PNUD, CCE, Ministères nationaux) et ONG demanderait à être recoupée, complétée par des approches plus anthropologiques et plus soucieuses du rapport des forces en présence (bailleur de fonds international / ONG; expert expatrié / paysan local; etc ...) de la représentativité et de la compétence des acteurs participant aux groupes de travail chargés de dresser l'arbre des problèmes, puis des objectifs. En plus de ces arbres, il y aurait lieu d'élaborer un "arbre des compétences locales". Pas plus qu'une autre, la méthode PIPO ne saurait être un outil d'application formelle et universelle.

2. Elaboration en situation

a) Adopter une démarche dynamique, participative, itérative, holistique

La mode d'élaboration des projets devrait en principe préfigurer l'esprit et les conditions dans lesquels ils pourraient être réalisés. Aussi, y aurait-il lieu de favoriser l'émergence d'une dynamique locale autour du projet par la mise en relation socio-culturelle et socio-éducative des acteurs, notamment par un travail en commun des représentants des populations et des cadres d'intervention, ainsi que par leur participation aux différentes étapes du processus. A cet égard la pratique du séminaire opérationnel (d'une durée d'une semaine à un mois environ selon les cas) comme méthode d'auto-analyse et d'auto-élaboration en commun pourrait s'avérer d'un grand intérêt. En tant qu'initiatrice de la méthode, l'UNESCO est mieux placée que quiconque pour apprécier le bien-fondé de la proposition.

Par ailleurs, la démarche adoptée évitera au maximum les rigidités, incohérences, inadéquations propres aux approches de type déductif et analytique prévalant le plus souvent. Elle sera donc inductive, itérative et globalisante.

b) Définir des actions d'ancrage motivantes

Dans la pratique, il faut bien partir du concret. Sur la base des situations identifiées et analysées en profondeur dans tous leurs aspects, on définira une ou plusieurs actions dites d'ancrage. "On", c'est-à-dire la population d'un site en collaboration avec l'équipe d'élaboration du projet.

Soit, on prendra le train populaire en marche en appuyant, si les gens le souhaitent, les actions en cours ou projetées à la base, à leur initiative. Soit les populations et les intervenants extérieurs dégagent ensemble des actions conçues au départ comme réponse aux problèmes/besoins/intérêts reconnus dominants (par/pour la population concernée). Ces actions sont à la fois objets, supports et enjeux de culture, de formation, de pouvoir, de développement. L'action puisards dakarois est à cet égard exemplaire. Les actions d'ancrage constituent la base de séquences technico-éducatives, c'est-à-dire d'ensembles hiérarchisés d'interventions éducatives centrées autour d'un objectif et d'un thème conducteurs. Exemples : la taille de l'olivier, la commercialisation groupée des olives au Maroc sont deux séquences liées. En même temps et lieu, elles définissent des processus à la fois socio-économiques, éco-culturels, politico-institutionnels. Elles sont génératrices de solidarités et de conflits, comme tout projet. Elles revêtent un caractère religieux au sens étymologique du terme de "re-lie" ce qui est séparé. En supprimant ou contribuant à supprimer les obstacles à la satisfaction des besoins et intérêts dominants, elles engendrent des actions en chaîne, génératrices de nouveaux besoins et intérêts. Il est donc nécessaire de prévoir un ordonnancement logique de séquences fonctionnelles de recherche-formation-action. Ainsi définies, les actions d'ancrage procèdent d'une approche combinant plusieurs analyses qu'il n'est pas possible de présenter ici.

c) Consulter et animer les populations autour d'une esquisse de projet

Sur la base d'un éventail d'actions possibles, une esquisse de projet sera élaborée avec les populations et/ou leurs représentants. Ce travail permettrait de recueillir après discussion, leurs avis, critiques et suggestions, préciser leurs intérêts réels, repérer les possibilités de participation ou de blocage, voire de résistance, de contestation ou de déjouement de leur part - et de la part des intervenants - de dégager en conséquence des stratégies alternatives.

Cette étape du processus d'élaboration du projet, comme de chaque action composante, est d'une importance capitale pour leur factibilité. Elle doit permettre de les faire cadrer avec les réalités humaines et physiques du milieu, de leur conférer leur dimension transculturelle. On peut considérer en général qu'elle s'opère en deux temps, au cours de réunions regroupant populations et intervenants (ou leurs représentants qualifiés, après consultations préalables):

- premier temps : présentation, explicitation de l'esquisse du projet par grands objectifs et grandes actions;
- deuxième temps : après une période de réflexion-discussion, nouvelle série de réunions au cours desquelles les populations ou leurs mandataires exposent leurs propositions ou contre-propositions éventuelles.

On entre ainsi dans un processus itératif, interactif de négociation devant en principe aboutir à un

accord-cadre de projet. Cependant, il s'agira de ne pas être aveugle face aux rapports de force en présence, évoqués précédemment, ni aux stratégies de déjouement ou de déroutage qui consistent par exemple de la part d'une population locale, à acquiescer poliment tout en restant indifférente, voire hostile in petto.

d) Programmer à titre prévisionnel les opérations et moyens

Dans la mesure où le projet est vraiment l'affaire des gens, de manière aussi complète que possible mais à titre prévisionnel et socio-éducatif, on les aidera à programmer les opérations et moyens pour les réaliser, en prenant en compte d'abord, les ressources internes valorisables, ensuite, les ressources externes appropriables. Cette programmation ex-ante doit permettre la mise en place des conditions de réalisation future des actions. Elle est un acte d'apprentissage et de projection dans le temps et l'espace (ce qui procède en soi du "culturel spécifique", c'est-à-dire de la culture occidentale qui n'est nullement universelle). Qu'il s'agisse de formations, d'équipements, de constructions, d'aménagements, de productions ou de finances, cette programmation prévisionnelle a des aspects culturels incontournables. Elle établit un autre rapport au temps, aux choses, à l'argent. Ainsi les ressources financières mobilisables par l'économie tontinière varient selon les lieux et les cultures, la tontine asiatique ne fonctionne pas du tout sur le même mode que son homologue négro-africaine ou arabo-musulmane. Précisons que la programmation ex-ante n'est nullement contradictoire avec une programmation à rebours épousant les contours imprévisibles de l'action réelle (en cours

ou réalisée). C'est pourquoi, la programmation prévisionnelle est aussi une programmation provisionnelle, c'est-à-dire relative aux provisions à faire (en ressources financières, en matériaux, produits, équipements, pièces de rechange, etc ...).

- e) Définir une stratégie de mobilisation, d'organisation et de valorisation des moyens, en particulier des ressources humaines et culturelles

C'est d'abord par la mise en relation des acteurs aux divers niveaux opérationnels et décisionnels que peuvent être créées les conditions d'une action concertée. C'est ensuite par l'utilisation coordonnée des ressources disponibles que peut se concrétiser la synergie souhaitée. C'est aussi par la fourniture d'appuis concrets que les actions décidées peuvent être mises en oeuvre comme il convient. C'est enfin par la présence active de formes d'organisation conformes aux habitudes et possibilités des acteurs que pourra se déployer une dynamique globale constructive parce que portée, alimentée par des hommes et des femmes qui y croient, lui donnent sens.

- f) Exposer, négocier et décider sur place un projet d'appui transitoire

Avant de soumettre à la décision des instances politiques, techniques et financières supérieures un projet définitif, il pourrait être opportun de négocier sur place un projet d'appui de durée limitée (entre 6 à 18 mois) qui servirait de test de possibilité d'engager un projet plus important de plus longue durée. Ce type de projet a été

expérimenté à maintes reprises, notamment par le BIT dans son programme d'appui au secteur informel.

g) Introduire dans chaque projet une marge de flexibilité

Le projet définitif et ficelé est trop souvent un carcan. Il convient de prévenir plutôt que guérir les accidents de parcours inhérents à la vie, y compris à la vie d'un projet, surtout lorsqu'il se confond avec celle des gens. Or, c'est bien cela la philosophie de base de notre approche. Il s'agira donc de prévoir explicitement dans le projet des évolutions quant aux interventions, à leurs modalités, voire même à leurs finalités. Il y a lieu de choisir entre la satisfaction intellectuelle et la sécurité psychologique et budgétaire d'un projet ficelé mais qui risque d'échouer et le réalisme, plus modeste quant à la capacité de l'AD de prévoir et contrôler, mais plus respectueux de la vie des gens et de leurs aspirations réelles. Le droit à l'erreur ne doit pas être contesté en matière de projet : aucun expert, aucune modélisation ne sont infaillibles. Mieux vaut intégrer une large marge d'adaptation en cours de route que de définir à l'avance les détails d'un déroulement qui a toutes les probabilités de ne pas s'effectuer comme prévu.

3. Réalisation

On pourrait a priori considérer trois phases de réalisation : démarrage, développement, croisière. Mais c'est là une possibilité davantage liées aux projets-mission qu'aux projets-RAF.

a) Mettre en place et démarrer le projet

Entre le moment où le projet est élaboré et le moment où les conditions de son lancement sont créées, un temps qui peut être long s'est écoulé, la situation a pu connaître des changements importants. Il est dès lors nécessaire de démarrer par une phase d'actualisation des données et de sensibilisation des acteurs : populations, cadres et autorités (techniques, politiques, administratifs, religieux). Cette phase sera l'occasion d'une réimprégnation et d'un recadrage utile pour tous. Du même coup, elle fournirait matière à élaboration et mise en oeuvre d'un programme-test transitoire.

Par ailleurs, elle devrait permettre d'installer les moyens et supports jugés indispensables à l'action dans les sites retenus. Enfin conformément à l'exigence de dynamisation locale des acteurs et en application de la stratégie de mobilisation et d'organisation des ressources définies au point précédent, elle aura pour but :

- de localiser et/ou préparer les actions d'ancrage,
- de prévoir les marges de flexibilité signalées ci-dessus.
- de renforcer ou susciter la constitution de groupes et équipes de travail aux divers niveaux opérationnels,
- d'impliquer les responsables par une action concernant leur domaine respectif d'intervention et d'intérêt,
- de lancer les RAF,
- d'entrer en relation suivie avec les principales instances et institutions, organisations et entreprises concernées.

b) Induire un développement qualitatif à titre d'expérimentation en vraie grandeur

Cette phase correspond à celle de la mise en oeuvre des objectifs du projet, en particulier à travers les premières actions d'ancrage. C'est aussi la phase où sont forgés et expérimentés les instruments de fonctionnement, de régulation et de gestion du système (tableaux de bord, indicateurs, signes, etc). Parallèlement peuvent être menées un certain nombre de recherches-actions directement nécessaire à la réalisation des actions et du projet.

c) Conduire un développement quantitatif

C'est essentiellement une phase d'extension, de diversification et de réalisation des objectifs quantitatifs du projet. C'est aussi une phase d'approfondissement et d'inflexion éventuelle des orientations ainsi que d'ajustement des méthodes et instruments du projet rendus nécessaires en raison de l'acquis empirique, du changement d'échelle, de l'évolution des choses, des mentalités et des comportements des acteurs.

C'est à cette phase également que se pose dans toute son ampleur le problème de la réplique des actions, du passage du micro- au macro et de la dynamique globale du changement socio-culturel.

4. Suivi-évaluation et restitution

a) De l'évaluation-sanction externe à l'auto-évaluation action interne

Très souvent, les évaluations de projet par les grandes agences sont effectuées d'un point de vue ex-post et externe. Ceci même lorsqu'il s'agit d'évaluations de projets participatifs de type promotionnel ou même d'appui. Or n'est-il pas aberrant de vouloir apprécier un parcours par la photographie de son point d'arrivée, sans avoir défini la situation de départ, et hors participation du principal acteur concerné : la population ? En général, l'évaluation est considérée comme une forme d'inspection distributive d'éloges ou de blâmes et comme un moyen pour la techno-structure et les bailleurs de fonds de vérifier que les ressources ont bien été utilisées conformément aux objectifs et missions fixés au projet.

Evaluation-sanction donc plutôt qu'évaluation-action. On a en fait négligé de mettre en place dans les projets l'instrument fondamental de leur évaluation interne permanente : le tableau de bord avec ses indicateurs significatifs servant de clignotants et de repères. En sorte que dans la plupart des cas, les acteurs, à commencer les populations elles-mêmes, n'ayant pas été associés à l'élaboration et à l'utilisation de ces indicateurs ne sont pas en mesure de s'approprier et piloter le projet.

Enfin quand bien même les évaluations sont participatives et formatives, et procèdent de la méthode socio-économique des effets, la culture en tant que telle n'est pratiquement jamais prise en compte. Alors que les valeurs et représentations sont des facteurs-clés, des indicateurs hautement significatifs des changements

d'attitudes, de perception, de comportement des gens ainsi que de la dynamique du projet, de son impact, de sa viabilité, de son inculturation.

En tout état de cause, la primauté devrait être accordée à l'évaluation initiale sous la forme d'une auto-évaluation par les partenaires directement concernés : populations, ONG, AD. Cette analyse des situations ab initio renvoie en fait à la phase de départ d'identification et d'élaboration du projet. Le point zéro en quelque sorte de tout projet ou action de développement. Qui en a l'initiative ? Dans quel contexte germe-t-il ? Quelles sont les conditions de son éclosion ? Quels sens, les gens lui confèrent-ils aux différents moments de son existence et de son développement ?

Il est clair que la présence d'un système d'auto-évaluation interne permanente du type monitoring - car c'est de cela qu'il s'agit - n'exclut pas le recours à des évaluations externes, ex-post. Bien au contraire, il est utile, nécessaire même pour les intéressés de pouvoir de temps à autre se regarder dans le miroir "non-déformant" tendu par l'évaluateur extérieur, en principe subjectivement moins impliqué, de manière à rectifier, réajuster, réorienter ou renforcer ce qui paraît devoir l'être. L'évaluation externe n'a-t-elle pas pour fonction d'être "l'analyste" (au sens de l'approche socio-institutionnelle révélatrice" de situations) du projet et de restituer aux acteurs, populations et intervenants directs ou indirects, une image objectivée d'eux-mêmes ? La réalisation sera d'autant facilitée, et l'intérêt d'autant plus grand, que les évaluateurs pourront disposer d'indicateurs éclairants et se trouver en face de partenaires éclairés, responsables et participants pour en faire une évaluation - action-restitution, créatrice de sens et fomentatrice de dialogue, technique, social et interculturel.

b) La prise en compte des facteurs culturels dans les évaluations

Quelle que soit la nature des évaluations, il importe donc dorénavant d'y réserver aux aspects culturels la place qui leur revient. Ceci pourrait se faire sur la base de quelques indicateurs ou arguments éclairant prouvant par exemple la nécessité d'introduire, ou, au contraire, de ne pas introduire (a) des techniques exogènes au milieu (b) des institutions nouvelles par rapport à celles préexistantes (c) de nouvelles valeurs.

L'appréciation d'un projet, de ses implications et de ses effets en termes culturels, entraîne inmanquablement une mise en question des intervenants eux-mêmes : médiateurs, ONG opératrices, AD, bailleurs de fonds, autorités locales ou centrales, etc. Peu ou prou; ceux-ci sont amenés à faire une auto-analyse institutionnelle, individuelle et collective, à porter un regard quelque peu différent sur eux-mêmes et sur les autres. Le "connais-toi toi-même" socratique et la pratique d'une maïeutique conséquente s'avèrent ici bien nécessaires pour les agents des structures d'intervention, comme pour les populations. Prendre à certains moments une distance par rapport à l'action pour "ré-fléchir" et procéder à un examen critique de ses tenants et aboutissants constitue une exigence liée à la précédente.

Dans tous les cas, il s'agit de conjuguer compétences "techniques" et qualités humaines (patience, modestie, ouverture, tolérance, etc.), les attitudes personnelles en termes de savoir-être, étant probablement autant sinon plus importantes que les aptitudes professionnelles en terme de savoirs et savoir-faire. Tous éléments qui réfèrent aussi à la matrice culturelle particulière de chacun des acteurs co-évaluateurs. Quels qu'en soient

les méthodes, techniques, objets spécifiques, toute évaluation est par définition un acte social, culturel et politique avant que d'être technique, économique et financier. Elle reflète des choix et des rapports sociaux fondamentaux. Evaluer qui et quoi ? pour qui ? pour quoi ? avec qui ? comment ?

Toutes questions qui nous ramènent au plan culturel. L'évaluation n'a-t-elle pour tous ceux qui y participent une double fonction : cathartique, révélatrice. D'une part, elle permet de restaurer des équilibres compromis (y compris par le projet lui-même) ou d'instaurer de nouveaux équilibres plus satisfaisants; elle permet de désamorcer des tensions (sociales et autres) générées par les évolutions du réel et parfois, par les actions de développement elles-mêmes, pour redonner sens à ce qui n'en avait plus. D'autre part, elle permet de révéler aux différents protagonistes, le ou les différents sens possibles des actions qu'ils mènent ainsi que la part de mystère, de merveilleux, d'improgrammable de tout projet, d'espoir aussi en ce qui pourrait advenir au sens du Principe Espérance dont Ernst BLOCH s'est fait le héraut. L'évaluation de projet : un enjeu culturel au bénéfice des populations dominées ? Très certainement.

BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

UNESCO

- . DESJEUX D. Le sens de l'autre. Situations, réseaux et cultures en situation interculturelle
UNESCO/ICA 1991, 169 p.
- . DUPUIS X. Culture et développement. De la reconnaissance à l'évolution
UNESCO/ICA 1991, 174 p.
- . KELLERMANN La dimension culturelle du développement.
Bibliographie sélective et annotée 1985-1990
UNESCO/ARCI 1991, 496 p.
- . IRMO Culture link, n° 7, august 1992
Bulletin périodique publié par l'IRMO,
Institut pour le Développement et les relations Internationales, Zagreb
UNESCO/Conseil de l'Europe, 1992, 168 p.
- . CAB/90/WS/3 Priority Africa-Programme of action
Guide to the identification and
preparation of projects culture - avril 90

RESEAU SUD-NORD CULTURES ET DEVELOPPEMENT

- . QUID PRO QUO Revue du Réseau, trilingue
13 numéros parus
Edit. Th. Verhelst
- . SIZOO Ed. - "From Lomé III to Lomé IV :
Progress on Culture", Lomé
Briefing, n° 7, March 1989
- "The Cult of Development as an Aspect of
the Culture of the West", Edinburgh, 1989
- "Le langage de la coopération. Une
analyse du cycle des projets dans le
contexte de la dynamique culturelle
locale", Louvain, 1992
- . VERHELST Th. - Des racines pour vivre. Sud-Nord identités
culturelles et développement.
Edit. Duculot Perspectives, Gemboux-Paris
1987, 210 p.

- No Life Without Roots, Culture and Development
Zed Books Ltd., London New Jersey 1992.
- "What Development for the nineties ? Reflections on the cultural nature of development", Bulletin des Séances de l'Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer, n° 36 (1990:3), p. 433-446 (1991)

ENDA - TIERS MONDE

- . E.S. NDIONE Dynamique urbaine d'une société en grappe
ENDA - Dakar, 1987, 179 p.
- . E.S. NDIONE Le don et le recours - Ressorts de l'économie urbaine
ENDA, Dakar, 1992, 210 p.
- . ENDA-GRAF La ressource humaine: Avenir des terroirs
Equipe ENDA-GRAF (E.S.N'DIONE, Ph. DELENEER, Mamadou NDIAYE, P. JACOLIN, J.P. PERIER)
ENDA, Dakar, 1992, 301 p.
- . Environnement Africain Revue de l'ENDA
Publication bilingue (français, anglais)
Dakar

METHODOLOGIE DES ORGANISMES DE RECHERCHE ET DE COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

- . AGCD Belgique Planification des interventions par objectifs - PIPO
Administration Générale de la Coopération au développement
Bruxelles, mars 1991, 108 p.
- . APHD A framework for cultural analysis
Asia Partnership for Human Development
India, 1991, 12 p.
- . CICIBA Facteurs culturels et projets de développement rural en Afrique centrale - Points de repère
Harmattan, Paris 1989, 182 p.

- . IDS RRA, RAP and PRA. A note on the use of terms "Participatory Rural Appraisal : recent development and implications" and "Relaxed and participatory rural appraisal: notes on practical approaches and methods"
Institute of Development Sciences (SUSSEX)
Mimeographed by R. CHAMBERS and Parmesh SHAH, Sussex 1992.
- . SOUTH RESEARCH Le projet intégré de NDUYE : les études préparatoires comparées aux études anthropologiques en vue d'un raffinement de la méthode PIPO
Geert JENNES et Lou MICHELS, slnd, 26 p.
- . WORLDBANK Beneficiary Assessment : bringing culture in to development
Prepared by Lawrence SALMEN for the Culture and Development decade Conference held at UNESCO, Paris sept 16-18, 1991 August 29, 1991, 26 p.

TRAVAUX ET PUBLICATIONS DIVERS RELATIFS AUX SITUATIONS
DECRISES ET AUX STRATEGIES DE RECHERCHE-ACTION-FORMATION

- . ENDA-GRAF La ressource humaine (citée supra)
 - . KIRKWOOD G et C. Living Adult Education - Freire in Scotland
Open University Press/Scottish Institute of Adult and Continuing Education,
St Edmundburg Press Ltd, Sulffolk 1989,
155 p.
 - . OUEDRAOGO B.L. Entraide villageoise et développement
Groupements paysans au Burkina Faso
L'Harmattan, Paris 1990, 177 p.
 - . PANHUYS H. L'éducation rurale en Haute-Volta au Yatenga et en Comoë
Rapport d'évaluation-action du Projet FED-Gouvernement
Min. Devel. Rural - CEE/DG VIII - CEREP,
Ouagadougou, Paris 1977, 80 p.
- Groupement des agriculteurs et dynamique de développement. A partir d'une expérience marocaine.
Paris 1969, ronéoté inédit, 158 p.

Le développement extensif du secteur informel sénégalais dans une économie sous ajustement
BIT, Paris, Genève 1990, 100 p.

La Formation pour le Développement Rural dans les pays ACP
Rapport de synthèse des évaluations des opérations de formation rurale dans les PED.
Commission des Communautés Européennes - DG VIII, août 1984, 209 p.
Traduction anglaise.

- . VERBUNT G. Diversité culturelle. Société industrielle. Etat National.
s/s la direct. de G.V. actes du colloque tenu à paris XII en mai 1983
Edit. L'Harmattan, Paris 1984, 265 p.

ARTICLES ET OUVRAGES DE PORTEE GENERALE

- . CHAMBERS R. Rural Development : putting the last first
Longman, London
- . DEVEREUX G. - From Anxiety to Method in the Behavioral Sciences. Mouton, EPHE 1967
- De l'angoisse à la méthode Dans les sciences du comportement
Flammarion 1980, 472 p.
- . EASTON P. L'éducation des adultes en Afrique Noire. Manuel d'auto-évaluation assistée
Karthala-ACCT, 2 tomes, Paris 1984
- . ETOUNGA-MANGUELLE D. L'Afrique a-t-elle besoin d'un ajustement culturel ?
Edition du Sud, 1992.
- . GODELIER M. L'idéal et le matériel
Fayard 1984, 348 p.
- . GUENEAU M-C Les petits projets sont-ils efficaces ?
Harmattan, Paris 1986, 230 p.
- . LECOMTE B. L'aide par projets limites et alternatives
OCDE, Centre de Développement, 1985
- . LE THAN KHOI Culture. Créativité et Développement
Harmattan, Paris 1992, 224 p.

- . SANCHEZ
ARNAU J.C. La culture, et les stratégies de
de développement
UNESCO, 1988.
- . VERBUNT G. Diversité culturelle. Société industrielle
Etat National.
(cité supra)
- . VERHELST Th. Des racines pour vivre
(cité supra)
- . TEVOEDJRE A
et autres Travail, cultures, religion
Edit. Anthropos, publié sous la direction
de l'IIES, O.I.T., Genève, l'I.I.J.
MARITAIN, Rome et du Centre Catholiques
d'Etudes, Genève, Nîmes 1983, 229 p.
Communication au colloque tenu à Genève
les 17-18 nov. 1982.